

Des "marcheurs" de 1983 aux "émeutiers" de 2005: Deux générations sociales d'enfants d'immigrés

Author(s): Stéphane Beaud and Olivier Masclet

Source: *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 61e Année, No. 4 (Jul. - Aug., 2006), pp. 809-843

Published by: Cambridge University Press

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/40284923>

Accessed: 19-08-2017 15:24 UTC

---

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact [support@jstor.org](mailto:support@jstor.org).

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <http://about.jstor.org/terms>



JSTOR

Cambridge University Press is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Annales. Histoire, Sciences Sociales*

# Des « marcheurs » de 1983 aux « émeutiers » de 2005

## Deux générations sociales d'enfants d'immigrés

*Stéphane Beaud et Olivier Masclet*

**Le 3 décembre 1983, place de la Bastille**, la « Marche pour l'égalité et contre le racisme », partie sans bruit de Marseille un mois et demi plus tôt, arrive à Paris, suivie par un cortège de manifestants estimé par la presse à plus de 100 000 personnes. Pour les « Marcheurs » qui ont sillonné la France depuis le 15 octobre, des enfants de l'immigration algérienne pour la plupart, cette arrivée triomphale dans la capitale apparaît comme un grand moment d'effervescence collective : « C'est notre Mai 68 à nous », dira l'un d'eux, sous le coup de l'émotion. L'événement fait la une de la presse écrite et télévisée, le président Mitterrand reçoit à l'Élysée une délégation de huit marcheurs, promet aux immigrés la carte de séjour de dix ans et des sanctions plus sévères pour les auteurs de crimes racistes qui se sont multipliés depuis le début des années 1980. Cette marche devient le symbole de la reconnaissance sociale de la « seconde génération » et consacre l'accès à la citoyenneté de ces enfants d'immigrés.

Octobre-novembre 2005 : la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré, deux adolescents de quinze et dix-sept ans – fils d'éboueurs à Paris, d'origine tunisienne pour le premier, malienne pour le second –, dont tout porte à croire qu'ils étaient poursuivis par la police au retour d'un match de foot et morts accidentellement par électrocution dans le transformateur EDF où ils avaient trouvé refuge, provoque des émeutes urbaines à Clichy-sous-Bois, lieu du drame. Celles-ci s'étendent rapidement dans de nombreuses « cités<sup>1</sup> » de la banlieue parisienne

1 - La « cité » correspond géographiquement à un quartier d'habitat social, mais c'est aussi un terme « indigène », utilisé très fréquemment par les jeunes qui y habitent pour

(en Seine-Saint-Denis notamment) puis, trois semaines durant, dans les banlieues des villes de France (deux cents quartiers classés en ZUS, zones urbaines sensibles). Les événements sont en première page des médias nationaux et internationaux. Les participants agissent par petits groupes, la nuit, cachés par des sweat-shirts à large capuche, affrontent la police, brûlent des voitures et incendient crèches, écoles, gymnases, centres sociaux, tous situés dans « leurs » quartiers. Les mineurs participent en nombre à ces actions, ainsi que les enfants de l'immigration africaine (Afrique sub-saharienne) ; les adolescentes sont, elles, largement absentes de la scène. Il n'y a ni organisation officielle, ni porte-parole, ni revendications précises (si ce n'est la démission de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur qui avait traité ces jeunes de « racaille »), pas de soutien de la société civile, encore moins de la classe politique qui condamne ces actes « délinquants ». Comme le commentent « à chaud » Didier Lapeyronnie et Laurent Mucchielli : « [Ces jeunes émeutiers] sont seuls. Ils n'ont aucun soutien politique. Il est vrai qu'ils sont difficilement défendables. Ils sont agressifs et violents<sup>2</sup>. »

Il serait artificiel de comparer terme à terme ces deux moments que tout semble opposer et qui s'inscrivent dans des séquences événementielles différentes. Les émeutes urbaines de novembre 2005 peuvent être considérées comme le point d'orgue d'une longue série qui commence en 1979 à Vénissieux et s'accélère au début des années 1990 (Vaulx-en-Velin), si bien qu'elles sont devenues l'une des caractéristiques saillantes de la transformation des banlieues au cours du dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. De même, la « Marche pour l'égalité » doit être replacée dans la longue série des mobilisations ultérieures en faveur de l'égalité, contre le racisme et les violences dans les quartiers (SOS Racisme en 1985, Stop la violence en 1999, Ni putes ni soumises en 2002). Cependant, la mise en perspective de ces deux moments nous apparaît comme un moyen privilégié pour saisir – et comprendre – les différences qui opposent la situation des enfants des cités d'hier à celle d'aujourd'hui, en mettant l'accent sur les enfants d'immigrés originaires du Maghreb, en raison de leur poids démographique et symbolique dans la population des cités<sup>4</sup>.

Notre perspective sera centrée sur la question de l'appartenance générationnelle, car celle-ci nous est apparue, au fil de nos enquêtes ethnographiques, comme

désigner, à l'extérieur, leur lieu de résidence ; il marque un souci d'appropriation d'un espace de plus en plus stigmatisé.

2 - « Piégés par la République », *Libération*, 9 novembre 2005.

3 - CHRISTIAN BACHMANN et NICOLE LE GUENNEC, *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*, Paris, Albin Michel, 1996.

4 - Nous centrons l'analyse sur les enfants de l'immigration maghrébine pour des raisons objectives étroitement liées au déroulement de nos enquêtes de terrain. Ces enfants d'immigrés ont joué un rôle moteur dans la « Marche pour l'égalité » et sont apparus, à la différence des enfants d'immigrés portugais, comme un groupe visible dans l'espace public. Par ailleurs, ils sont d'eux-mêmes venus à notre rencontre, scellant avec nous des pactes d'enquête solides, durables et riches de résultats. Sur les lieux de nos enquêtes (Sochaux-Montbéliard et Gennevilliers), les enfants immigrés sub-sahariens sont soit absents, soit trop jeunes pour faire l'objet d'entretiens.

une clé d'interprétation possible des transformations qui affectent depuis vingt ans l'univers des jeunes de milieux populaires. Cette approche n'est pas exclusive de la prise en compte des transformations structurelles de la société française – notamment dans les sphères de l'école, du travail et du logement – qui ont produit le contexte socio-économique dans lequel prennent tout leur sens ces phénomènes générationnels. Les enquêtes que nous avons réalisées tout au long des années 1990 sur nos terrains respectifs ont eu pour vertu essentielle de nous donner les moyens de pouvoir suivre dans la durée ces transformations<sup>5</sup>. Cette posture de recherche incite à prendre en compte de manière privilégiée le temps vécu par les agents sociaux et conduit, dans l'interprétation des données ethnographiques, à accorder une grande importance aux effets de génération. Cette notion – utilisée ici non pas comme abstraction mais, pour reprendre les termes d'Abdelmalek Sayad, « comme groupe concret effectivement circonscrit dans des limites qui sont celles de son mode de production et de son mode de fonctionnement<sup>6</sup> » – permet de réintroduire dans l'analyse les transformations structurelles des conditions d'existence qui se déroulent dans différents univers sociaux (famille, école, travail, lieu de résidence, sphère politique) et qui agissent sur la fabrication des générations sociales. Or, au fil du temps, nous avons à de nombreuses reprises constaté des différences saisissantes entre les enfants d'immigrés – plus précisément entre ceux qui sont contemporains de la Marche et ceux qui appartiennent aux classes d'âge postérieures, plus jeunes (dans certaines fratries, ils sont leurs « petits frères ») –, tant dans leurs manières d'être et leur *hexis* corporelle que dans leur rapport au travail, à la politique et, plus généralement, à l'avenir. Ces enfants d'immigrés ont été socialisés dans des conditions familiales, scolaires et économiques très dissemblables : n'étant pas façonnés par les mêmes expériences sociales, leur « communauté d'empreinte » (pour reprendre la belle expression de Marc Bloch<sup>7</sup>) s'avère fort différente.

En étudiant en détail la « fabrique des générations » d'enfants d'immigrés, nous tenterons de répondre aux questions suivantes : comment s'est constituée la génération issue de la Marche pour l'égalité, dite « génération des beurs » ? Par quels processus sociaux celle-ci s'est-elle construite dans les années 1980 comme génération politique ? En quoi la Marche pour l'égalité et contre le racisme peut-elle être considérée aujourd'hui comme un événement fondateur ou, ainsi que

5 - Voir, notamment, STÉPHANE BEAUD et MICHEL PIALOUX, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999 ; *Id.*, *Violences urbaines, violence sociale*, Paris, Fayard, 2003 ; OLIVIER MASCLÉ, *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

6 - ABDELMALEK SAYAD, « Le mode de génération des générations immigrées », *L'homme et la société*, 113-114, 1994, pp. 155-174, ici p. 156, qui reprend les analyses pionnières de KARL MANNHEIM, *Le problème des générations*, Paris, Nathan, [1928] 1990. Ce dernier insiste sur l'importance du processus de stratification de l'expérience pour comprendre le mode de fabrication des générations, et notamment sur les « premières impressions » dans la formation de la conscience (pp. 52-53).

7 - MARC BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, [1949] 1993, pp. 151-152.

le disent certains historiens<sup>8</sup>, un « événement dateur » de l'émergence de cette génération ? Quel en a été l'héritage social et politique ? Comment analyser sociologiquement la (ou les) génération(s) d'enfants d'immigrés qui ont suivi celle des beurs ? Quels sont les facteurs ayant contribué à produire des *habitus* qui distinguent radicalement entre eux ces enfants d'immigrés ?

Nous voudrions montrer, à partir d'un matériel diversifié, qu'il s'est constitué, sur la durée, deux générations d'enfants des cités. La première, la génération des beurs, massivement composée d'enfants d'Algériens<sup>9</sup>, émerge dans les années 1980 et se cristallise à la faveur de la Marche pour l'égalité. Celle-ci exprime un désir collectif de reconnaissance porté par la fraction de cette génération qui se mobilise socialement et politiquement. Cet événement suscita un grand espoir : celui d'une reconnaissance par la société française, en rupture franche avec le climat raciste et de peur qui régnait alors, avec aussi l'invisibilité et le déni d'existence sociale et politique de leurs parents, traités comme des « travailleurs immigrés ». La seconde, plus hétérogène du point de vue des origines nationales, s'est constituée au cours des années 1990 dans un tout autre contexte socio-politique, caractérisé par un ensemble de fractures : économiques (exclusion durable du marché du travail ou relégation sur ses marges à travers les emplois aidés) ; urbaines (paupérisation et ghettoïsation des quartiers d'habitat social) ; politiques (déficit durable de représentation politique qui se traduit par un fort abstentionnisme électoral et un rejet croissant de la gauche politique). Ces processus cumulatifs éclairent la manière dont s'est constituée une autre « seconde génération », que l'on se propose d'appeler provisoirement « génération de cité », tant les difficultés d'insertion professionnelle et sociale tendent à river ses membres à ce seul univers.

## La « génération des beurs »

« Je me souviens encore nettement, écrit Saïd Bouamama (alors marcheur de Roubaix), de ce souffle impressionnant et de cette certitude de vivre un événement historique. Nous étions tous persuadés alors qu'un coup fatal venait d'être porté au racisme et à l'exclusion. Nous étions certains qu'un "mouvement" venait de naître et qu'il ne pouvait que s'épanouir<sup>10</sup> ». La Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 est bien un événement inaugural dans l'élargissement d'une conscience politique chez les enfants issus de l'immigration, et il symbolise de manière éclatante un passage à la parole publique.

8 - JEAN-PIERRE AZÉMA, « La clef générationnelle », *Vingtième siècle*, 22, 1989, pp. 3-10, ici p. 8.

9 - L'émigration de leurs parents, venus en nombre en France dans les années 1960, résulte en grande partie des conséquences sociales de la guerre d'Algérie et de la politique française de déplacement des populations en Algérie. Voir ABDELMALEK SAYAD et ALAIN GILLETTE, *L'immigration algérienne en France*, Paris, Éditions Entente, 1984.

10 - Voir SAÏD BOUAMAMA, *Dix ans de marche des beurs. Chronique d'un mouvement avorté*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994, p. 17.

### La Marche pour l'égalité comme moment de rupture politique

Commençons par un rappel des faits. Le projet de la Marche pour l'égalité et contre le racisme a germé dans le quartier des Minguettes, à Vénissieux. Ce n'est pas un hasard : la banlieue lyonnaise était au centre de l'actualité sociale depuis le début des années 1980. Les premières émeutes urbaines y ont lieu en 1979<sup>11</sup>. En avril 1981, une grève de la faim est menée par Hamid A. (un jeune de la cité) et le père Delorme pour interpeller les candidats à la présidence de la République sur les expulsions de jeunes Algériens, qui se multiplient alors. Quelques mois plus tard, en juillet 1981, des « rodéos » se déroulent dans le même quartier et donnent lieu à des affrontements entre jeunes et policiers. Toumi Djaïdja, un jeune de ce quartier, âgé de vingt-deux ans, est gravement blessé par balle par un policier quelques mois plus tard, alors qu'il cherche à s'interposer dans un nouveau conflit avec d'autres jeunes. Une association, SOS avenir Minguettes, créée en juin 1983 par son entremise, joua un rôle essentiel dans le lancement de la Marche<sup>12</sup>. Le 15 octobre 1981, celle-ci part symboliquement de Marseille – premier port d'arrivée des immigrés algériens – pour traverser la France, parcours initiatique pour nombre de ses protagonistes, jamais vraiment sortis de leur quartier<sup>13</sup>. À l'arrivée à Paris, une unique banderole surmonte le cortège : « Rengainez on arrive, la chasse est fermée ». En tête, les mères de familles, le plus souvent algériennes, brandissant une photo de leurs enfants. Mais c'est surtout une ambiance de fête, de danses, d'espoirs en des lendemains plus sûrs. En effet, tous les témoins insistent sur la liesse collective du moment, liée certes au sentiment de communier dans les mêmes valeurs (de fraternité, d'égalité) et d'appartenir à un même groupe, mais aussi à la reconnaissance publique de l'existence sociale de ce groupe des enfants d'immigrés. La fraction militante des jeunes des cités a été rejointe par des lycéens et des étudiants, des jeunes travailleurs ou chômeurs ont défilé aux côtés d'adultes plus âgés venus exprimer leur refus du racisme. Ce jour-là, une délégation de huit marcheurs – quatre « beurs », trois garçons des Minguettes, une fille d'Annonay, d'origine algérienne, et quatre jeunes « Français » – est reçue à l'Élysée par le président de la République, François Mitterrand. Toumi Djaïdja

11 - Voir C. BACHMANN et N. LE GUENNEC, *Violences urbaines...*, *op. cit.*

12 - Le poids des militants chrétiens, comme ceux de la CIMADE, dans l'organisation et l'esprit de la marche est incontestable. On les retrouve à cette occasion très mobilisés aux côtés des jeunes Maghrébins dans leur lutte pour la dignité. Mais leur rôle est en réalité bien antérieur, puisqu'ils ont été parmi les soutiens les plus fidèles des immigrés algériens depuis les années 1950 et qu'ils les ont défendus durant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981). Ils sont les principaux promoteurs de la non-violence, stratégie politique entendue et reprise par de nombreux jeunes qui découvrent la puissance potentielle de cette forme d'action politique. Voir AHMED BOUBEKER, *Des mondes de l'ethnicité. La communauté d'expériences des héritiers de l'immigration maghrébine en France*, Thèse de Doctorat de sociologie, Paris, EHESS, 2001, p. 240.

13 - Pour un témoignage de l'un de ses participants, voir BOUZID KARA, *La Marche*, Paris, Sindbad, 1984.

fait la une du journal télévisé de 20 heures et annonce la mesure phare qui serait ressortie de l'entrevue avec le président : l'obtention de la carte de séjour de dix ans, qui représente alors une grande conquête sociale pour les immigrés en ce qu'elle les met durablement à l'abri de l'arbitraire administratif qui les menaçait jusqu'alors.

Revenons toutefois sur le contexte qui entoure cet événement et lui donne son sens. De nombreuses associations, le plus souvent animées par des enfants d'Algériens, sont nées dans les années 1975-1983<sup>14</sup> : aussi bien des associations sportives, de soutien scolaire, de promotion de la culture, de femmes, etc., que d'autres, plus politisées, de lutte contre la double peine<sup>15</sup>, les expulsions du territoire national, pour le relogement des familles vivant dans des conditions indignes. La marche résulte de l'action diffuse et quotidienne de l'ensemble de ces associations qui structurent alors la collectivité des jeunes issus de l'immigration. Ses principaux leaders en sont d'ailleurs issus. Certains défendent ce qu'on pourrait appeler « un gauchisme des cités », cherchant à mobiliser leurs habitants sur une base politique radicale, en opposition à la répression policière, aux expulsions et aux inégalités de classe<sup>16</sup>. D'autres valorisent le modèle de la lutte pour les droits civiques des Noirs américains. Des porte-parole comme Kaïssa Titous, animatrice de Radio-beur, et les animateurs du journal *Sans frontière* (1979-1985) militent ainsi pour une mobilisation autonome des « jeunes immigrés » pour l'égalité devant le travail, l'école ou la justice. Ces porte-parole radicaux se sont politisés dans les années 1970, à travers les luttes tiers-mondistes, la cause palestinienne, la mobilisation dans les cités de transit pour le droit au logement ou contre l'arbitraire policier et les expulsions sous le septennat giscardien. Leur radicalisme se nourrit de leur expérience vécue, des traumatismes d'une enfance passée dans les bidonvilles et les cités de relogement<sup>17</sup>, de ceux causés par la mort de proches tués par des policiers et des « tontons flingueurs des banlieues », autant que des contacts avec les militants d'extrême gauche, très actifs dans les cités à la fin des années 1960 et dans les usines d'ouvriers spécialisés (OS) employant la main-d'œuvre immigrée. Parmi eux, on peut évoquer l'action des militants du Mouvement des travailleurs

14 - La gauche au pouvoir facilite la création des associations d'immigrés par une loi de novembre 1981, qui n'est plus soumise à la condition de l'accord préalable du préfet.

15 - Les militants appellent « double peine » le fait que des jeunes auteurs de crimes et délits connaissent non seulement des peines de prison mais aussi leur expulsion dans leur pays d'origine.

16 - C'est notamment le cas des frères Mogniss et Samir Abdallah, principaux porte-parole de l'association Gutenberg, à Nanterre, créée en 1982, à la suite du meurtre d'un jeune de la cité de transit de ce nom par un habitant d'une zone pavillonnaire. Cf. FATIHA DAZI-HËNI et CATHERINE POLAC, « Chronique de la "vraie base". La constitution et les transformations du réseau associatif immigré à Nanterre », *Politix*, 12, 1990, pp. 47-54.

17 - Voir le portrait que Philippe Bernard dresse de Nordine Iznasni, qui milite au début des années 1980 dans l'association Gutenberg et devient l'un des fondateurs du Mouvement immigration banlieue (MIB) : PHILIPPE BERNARD, *La crème des beurs. De l'immigration à l'intégration*, Paris, Le Seuil, 2004.

arabes (MTA) dans la première moitié des années 1970<sup>18</sup>, qui contribue à la construction d'un pôle critique opposé aux militants établis, surtout du PCF et de la CGT, que ceux-là accusent de minorer le racisme au travail et les formes de domination des OS algériens, voire de casser toute tentative d'organisation de ces travailleurs. Sur des terrains désertés ou presque par le PCF et la CGT, ces militants d'extrême-gauche donnent un sens politique aux dispositions à la révolte des enfants d'Algériens.

Le monde des organisateurs de la Marche est d'emblée divisé en deux pôles – ce qui fit dire à l'un des acteurs du mouvement qu'il existait en fait « deux marches en une »<sup>19</sup> : le premier, éthico-moral, défendu par les militants chrétiens et des jeunes comme Toumi Djäïdja ; le second, constitué de militants plus radicaux qui cherchent à construire une parole spécifique des immigrés et de leurs enfants. Cependant, ces deux pôles ne donnent pas à eux seuls une vue d'ensemble des rapports à la politique des enfants d'immigrés que l'on retrouve place de la Bastille le 3 décembre 1983 et, plus généralement, dans les associations de quartier qui se multiplient dans les années qui entourent la Marche (avant et après). Nombreux ont été formés politiquement dans les années 1970 par les organisations de jeunesse proches du PCF et les associations dites d'éducation populaire qui permettaient une socialisation précoce au monde adulte<sup>20</sup>. Et plus nombreux encore sont celles et ceux qui naissent à la politique ce jour-là.

Cette entreprise de politisation qu'a constituée la Marche était socialement improbable tant elle se heurtait à des obstacles objectifs – le noyau des marcheurs était constitué de jeunes des cités, chômeurs pour la plupart, passés par l'enseignement professionnel et non par l'université – et à des obstacles subjectifs : vaincre sa timidité, oser affronter un racisme qui s'était notablement développé au début des années 1980<sup>21</sup>. Pour comprendre pourquoi les obstacles ont été surmontés, il faut avoir à l'esprit que la Marche a revêtu une forte dimension identitaire. Son enjeu central était celui de la reconnaissance sociale et de l'accès à la citoyenneté.

18 - Certains de ces militants devaient s'investir par la suite dans les journaux et les radios issus de l'immigration, comme Radio Gazelle à Marseille, *Sans frontière*, etc. Sur l'action des militants du MTA, voir A. BOUBEKER, Des mondes de l'ethnicité..., thèse citée, p. 188, et ABDELLALI HAJJAT, « L'expérience politique du mouvement des travailleurs arabes », *Contretemps*, 16, 2006, pp. 76-85.

19 - Expression de Mogniss Abdallah, citée dans A. BOUBEKER, Des mondes de l'ethnicité..., thèse citée, p. 244.

20 - CATHERINE NEVEU, « La citoyenneté entre individuel et collectif. Bref portrait de "jeunes" animateurs issus de l'immigration maghrébine », *Ville-École-Intégration*, 118, 1999, pp. 68-83.

21 - La politique suivie lors de la deuxième période du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, par bien des aspects, développe une surenchère « anti-immigrés ». Patrick Weil, s'appuyant sur des sources inédites, a mis au jour le projet du gouvernement français d'organiser en 1979 le retour forcé dans leur pays des immigrés algériens (et de leurs familles), désignés comme moins assimilables que les immigrés européens (PATRICK WEIL, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration, 1938-1991*, Paris, Calmann-Lévy, 1991).

La mobilisation leur a permis de lutter efficacement contre l'image structurellement négative qui était donnée de leur groupe d'appartenance, d'offrir publiquement une contre-image susceptible d'entraîner un processus de « déstigmatisation ». L'entreprise fut épuisante physiquement et nerveusement pour ses protagonistes, parce qu'elle nécessitait un effort de prise en main de leur destin individuel et collectif, ce qui, en pratique, signifiait le refus de s'en remettre à autrui, attitude si fréquente dans les milieux culturellement dominés. Ce qui apparaît alors au grand jour, c'est la création d'une force générationnelle capable de rompre avec la phase historique précédente au cours de laquelle prédominait la conscience diffuse de subir les mêmes « galères » sans pouvoir agir sur la société. La marche instituait une « communauté d'empreinte »<sup>22</sup>. Elle allait marquer durablement la conscience collective de ces jeunes et constituer la matrice de la socialisation politique de bon nombre d'adolescents de même origine, qui ont alors vécu un moment rare de fraternité.

Expliquer la Marche, c'est donc, nous semble-t-il, en première analyse, mettre l'accent sur le paradoxe du processus d'assimilation des enfants d'immigrés, qui a pour effet indirect d'accroître la discrimination et le racisme à leur rencontre et d'aviver le ressentiment et la frustration relative de ceux qui en sont les victimes<sup>23</sup>. La Marche concrétise l'aspiration d'une génération à l'égalité de traitement et à une « dignité » que la société lui refuse.

### L'enterrement de l'idée du « retour » des immigrés

L'avènement de cette Marche doit être resitué, on l'a vu, dans le contexte sociopolitique de l'époque : luttes contre les lois « anti-immigrés » sous Valéry Giscard d'Estaing, accession de la gauche au pouvoir en 1981, qui fait naître l'espoir de « changer la vie », mais surtout climat xénophobe qui se traduit par la percée du Front national aux élections municipales de mars 1983. Cette mobilisation est aussi une réaction de sursaut face aux difficultés des forces de gauche d'organiser une riposte collective. Comme le dit un appel de soixante-quinze intellectuels la veille de l'arrivée de la marche à Paris, « ces jeunes ont su briser le silence ». Pour rendre compte de leur prise de parole, il importe de dégager les traits structurants de cette « génération singulière<sup>24</sup> » tant sur le plan démographique que sociopolitique.

22 - Citons ici plus longuement Marc Bloch : « Les hommes qui sont nés dans une même ambiance sociale, à des dates voisines, subissent nécessairement, en particulier dans leur période de formation, des influences analogues. L'expérience prouve que leur comportement présente, par rapport aux groupes sensiblement plus vieux ou plus jeunes, des traits distinctifs ordinairement fort nets. Cela, jusque dans leurs désaccords, qui peuvent être plus aigus. Se passionner pour un même débat, fût-ce en sens opposé, c'est encore se ressembler. Cette communauté d'empreinte, venant d'une communauté d'âge, fait une génération » (M. BLOCH, *Apologie pour l'histoire...*, *op. cit.*, pp. 151-152).

23 - DIDIER LAPEYRONNIE, « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue française de sociologie*, XXVIII, 1987, pp. 287-318.

24 - On reprend ici à dessein l'expression de Gérard Noiriel qui donne le titre du chapitre IV de son livre (GÉRARD NOIRIEL, *Les ouvriers dans la société française*, Paris, Le Seuil, « Points-Histoire », 1986).

Les pères travaillent en France dans l'industrie ou le bâtiment, majoritairement comme ouvriers non qualifiés : très peu d'entre eux ont eu la chance de connaître une quelconque évolution dans leur carrière<sup>25</sup>. Les mères, pour la plupart d'origine rurale, ont été peu scolarisées, beaucoup sont analphabètes. Un certain nombre d'entre elles ont rejoint leur époux au sortir de la guerre d'Algérie, et surtout dans les années 1970, dans le cadre légal du regroupement familial. Ces familles ont généralement une descendance nombreuse (souvent plus de cinq enfants par famille), ce qui, dans cette période historique, distingue nettement cette fraction des classes populaires des autres familles ouvrières. Ces enfants d'immigrés, membres de cette première « seconde génération », sont souvent nés au pays : venus en France au moment de leur enfance, ils sont de nationalité étrangère (ce qui explique aussi qu'on va les appeler plus tard « jeunes immigrés »). Surtout, ils sont en règle générale les aîné(e)s de leur fratrie. Cette position dans la famille leur confère des propriétés sociales et des caractéristiques psychologiques particulières : chef de famille en second, confrontation précoce au monde de l'administration et de ses formulaires, découverte de l'arbitraire bureaucratique ou du traitement souvent brutal des administrations à l'égard de leurs parents, sens des responsabilités acquis dans la famille qui trouve un prolongement dans un engagement associatif. Bref, ce sont des aînés biologiques et sociaux qui sont souvent adultes plus jeunes que les autres et donc rapidement « mûrs » pour l'action collective (politique, associative...).

Compte tenu des caractéristiques sociales des parents, la trajectoire scolaire modale de ces enfants d'immigrés ressemble à celle des fractions peu qualifiées de la classe ouvrière française : études courtes débouchant le plus souvent sur un Certificat d'aptitude professionnelle (CAP), pour les garçons comme pour les filles. Ceux d'entre eux qui sont arrivés en France au milieu de leur scolarité primaire allaient éprouver beaucoup de difficultés à suivre une scolarité normale : ils grossiraient précocement les rangs des classes de relégation scolaire du collège : « classes de transition », CPA (classes de préparation à l'apprentissage) et CPPN (classes pré-professionnelles de niveau)<sup>26</sup>. En conséquence, beaucoup d'entre eux se retrouveraient assez jeunes sur le marché du travail, désireux de pouvoir, comme les autres enfants d'ouvriers, bénéficier d'une « paye »<sup>27</sup>.

25 - OS ils ont été recrutés, OS ils resteront pour la grande majorité d'entre eux, y compris dans les grandes entreprises automobiles comme Renault ou Peugeot. Voir RENAUD SAINSAULIEU et AHSÈNE ZEHRAOUI (dir.), *Ouvriers spécialisés à Billancourt : les derniers témoins*, Paris, L'Harmattan, 1995 ; LAURE PITTI, *Ouvriers algériens à Renault-Billancourt de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970. Contribution à l'histoire sociale et politique des ouvriers étrangers en France*, Thèse de Doctorat d'histoire, Université Paris 8, 2002.

26 - On constate, au début des années 1980, une nette surreprésentation des enfants d'immigrés algériens dans ce que l'on appelle alors l'« enseignement spécial », tant à l'école primaire qu'au collège (Rapport Lebon-Marangé, *L'insertion des jeunes d'origine étrangère dans la société française : rapport, considérations générales et propositions. Rapport remis au ministre du Travail, Président du Haut comité de la population et de la famille*, Paris, La Documentation française, 1982).

27 - À la fin des années 1970, les garçons qui habitent des régions industrielles et ouvrières peuvent encore espérer trouver une embauche en usine comme OS, mais

Par ailleurs, si les membres de cette génération ont grandi dans la période de croissance des années 1960-1970, où les perspectives de mobilité sociale n'apparaissaient pas inimaginables pour les enfants des classes populaires, leurs familles n'ont bénéficié que tardivement d'un logement en HLM (Habitation à loyer modéré). Elles ont souvent connu les zones de relégation spatiale des bidonvilles, puis des cités de transit qui leur ont succédé, où elles purent aussi côtoyer des familles françaises. Or, avoir vécu une partie de son enfance ou adolescence dans un « habitat dépotoir<sup>28</sup> » a constitué pour eux une expérience sociale décisive, au principe de leur sens de l'injustice : même s'il pouvait y avoir entraide et solidarité entre habitants, ces lieux n'en ont pas moins exercé des effets de « marquage » durable, difficiles à dissimuler, à l'origine d'une forte stigmatisation sociale. Ce type de trajectoire résidentielle, souvent conjugué à des trajectoires d'échec scolaire, produit en règle générale une conscience sociale d'écorché vif, des habitus de révoltés qui peuvent conduire ces jeunes garçons à l'entrée précoce dans la délinquance ou à des engagements militants marqués par le radicalisme.

L'accès aux HLM des familles algériennes, longtemps attendu et désiré, a été synonyme de promotion résidentielle<sup>29</sup>. En effet, les zones d'habitat social des années 1970 sont des quartiers populaires encore intégrés : les petites classes moyennes ne les ont pas désertés, les familles immigrées y sont minoritaires, les associations existent en nombre, les parents des familles populaires ont majoritairement un emploi. Si bien que les enfants de cette génération ont grandi dans des univers sociaux qui étaient encadrés, que ce soit par une vie de famille relativement stabilisée ou par une forme de culture populaire et politique qui prévalait dans ces quartiers. Les membres de cette génération, qui sont aujourd'hui des « quadras », insistent également sur le fait d'avoir grandi avec des « petits Français », au pied des HLM : « On était tous mélangés » est l'expression qui revient fréquemment dans les témoignages<sup>30</sup>. Il s'agit certes d'une analyse rétrospective, qui peut être déformée par la poésie du souvenir de l'enfance et la situation présente, mais qui rappelle aussi la réalité de l'habitat social dans les années 1960-1970, beaucoup plus hétérogène en termes de groupes sociaux que dans les années 1990-2000. Il en résultait des conséquences importantes sur les formes de sociabilité et de socialisation des jeunes.

Ainsi, dans les entretiens biographiques, les ouvriers nés de parents algériens ne mettent pas nécessairement la question du racisme au centre de leur expérience sociale, en dépit de leur passage par l'habitat insalubre et dégradé. Certes, ils l'ont

nombre d'entre eux commencent à être frappés par le chômage. Ce n'est pas un hasard si la plupart des marcheurs de 1983 se trouvent alors dans une situation de chômage durable, en quelque sorte disponibles pour cette expérience qui exigeait un long investissement (presque deux mois).

28 - Cf. MICHEL PIALOUX et BRUNO THÉRET, « État, classe ouvrière et logement social », *Critiques de l'économie politique*, 9, 1979, pp. 22-71, et 10, 1980, pp. 53-93.

29 - Même si elle n'est pas sans coût social ; voir ABDELMALEK SAYAD, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Éditions Autrement, 1995.

30 - On peut se reporter à ceux recueillis par NORA BARSALI (dir.), *Génération beurs*, Paris, Éditions Autrement, 2003.

par moments subi, surtout lors des sorties hors de leurs quartiers (les bals de l'époque dans les communes rurales proches de Montbéliard se terminaient fréquemment par des bagarres générales entre Français et Arabes), mais à côté d'un ensemble d'autres expériences sociales qu'ils privilégient dans leur récit et qui valorisent la solidarité du groupe de « copains » (où il y avait aussi des « Français »), à l'usine ou hors de l'usine. De même, la question de la religion n'affleure presque jamais dans les récits des membres de cette génération, presque entièrement absente du paysage.

En même temps, les conflits au sein de leur famille ont été particulièrement douloureux. Ils ont fait l'objet de maintes études dans les années 1970-1980, qui en ont montré l'intensité et l'espèce de « crise d'identité » des enfants, à la fois disposés à la fidélité aux parents et enclins à refuser leur héritage. Les témoignages soulignent la force des contradictions dans lesquelles ont grandi ces enfants d'immigrés placés dans une situation « d'entre-deux » particulièrement difficile à vivre. Si la perspective d'un « retour au pays » n'est pas propre à leurs parents, elle revêt pour eux une dimension centrale, brûlante même, en raison des liens douloureux entre la France et l'Algérie. Abdelmalek Sayad a insisté sur leur sentiment de trahison à l'égard de la société algérienne et des non-émigrés. Sentiment propice à une forme d'autodéfense identitaire dans l'ordre politique, qui leur fait refuser la nationalité française pour eux-mêmes et leurs enfants<sup>31</sup>, et à une forme de conservatisme culturel dans l'ordre domestique<sup>32</sup>. Cette situation est en soi productrice chez les enfants d'un véritable nœud de contradictions sociales qui ne sont pas faciles à vivre et à gérer sur le plan existentiel.

D'un côté, se projeter dans un retour en Algérie, c'est satisfaire les attentes parentales et peut-être surtout paternelles, mais c'est aussi renier toute une partie de sa vie en France, annuler les effets de la socialisation scolaire et juvénile sur le sol français (notamment les goûts culturels et musicaux, le mode de rapports garçons/filles, les diverses formes de libéralisme culturel) et renoncer ainsi à une partie de soi. De l'autre, rompre avec les attentes familiales en osant affirmer le choix de rester en France, c'est s'attaquer publiquement au mensonge collectivement entretenu du « retour », endosser la responsabilité de faire échouer l'entreprise d'émigration familiale, heurter de plein fouet les croyances des parents et ainsi, d'une certaine manière, passer du côté des Français et de la France. Par la mobilisation qu'elle suscite et l'espoir qu'elle fait naître, la Marche permet de trancher le nœud gordien : comme l'écrit l'historien Mohamed Harbi, « l'année décisive [dans la francisation des immigrés algériens], c'est 1983 : la marche pour l'égalité enterre

31 - Jusqu'en 1982, les Algériens se caractérisent comme le groupe immigré le plus réticent face à l'acquisition de la nationalité française (JEAN-LUC RICHARD, *Partir ou rester ? Les destinées des jeunes issus de l'immigration étrangère en France*, Paris, PUF, 2004).

32 - Portés à s'arc-bouter dans une préservation de leur être social originel, les parents ne peuvent pas accepter les manières d'être et de penser de leurs enfants nés en France, si bien qu'ils voient en eux tendanciellement des « enfants-traîtres ». Voir ABDELMALEK SAYAD, « Les enfants illégitimes », in *ID.*, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck, 1991, pp. 183-258, ici p. 252.

définitivement l'idée du retour<sup>33</sup> ». Alors même que nombre de pères immigrés sont licenciés (et le plus souvent mis en préretraite), les parents restent malgré tout en France. Ne pouvant plus se reconnaître culturellement dans le pays qu'ils ont quitté depuis de nombreuses années, qui lui-même a changé, ils renoncent à rentrer définitivement en Algérie, mais sans jamais le dire clairement ou ouvertement à leurs enfants. Par ailleurs, un nombre croissant de mères algériennes n'hésitent pas à faire, à leur manière, acte de résistance face à la perspective d'un retour au pays qui les éloignerait de leurs enfants ayant grandi en France. Leur attitude a pu contribuer à légitimer les choix de la nouvelle génération de vouloir rester en métropole.

### Les formes de politisation des beurs

Concernant la politisation de cette génération, il convient de distinguer nettement sa fraction ouvrière et sa fraction étudiante. La première, majoritaire dans la cohorte, est constituée de jeunes hommes, ouvriers tôt entrés – et, pourrait-on dire, « naturellement » – à l'usine, souvent vers l'âge de dix-huit ans, dès avant de faire leur service militaire<sup>34</sup>. Ils connaissent alors une socialisation professionnelle dans les ateliers politisés de cette fin des années 1970 et, à la différence de leurs pères souvent trop faibles socialement pour se syndiquer, beaucoup d'entre eux se « frottent » aux luttes ouvrières, n'hésitent pas à adhérer à des syndicats anti-patronaux (à la CGT ou à la CFDT), puis à y militer<sup>35</sup>. Ils peuvent aussi participer au mouvement d'émancipation culturelle ouvrière, en particulier dans les municipalités gérées par les communistes de l'époque (lecture, théâtre, musique...) et vivre les espoirs de transformation sociale qui sont alors encore dans l'air du temps (« le programme commun de l'union de la gauche », signé entre le PS, le PCF et le MRG en 1972).

La fraction étudiante de cette génération sociale comprend des lycéens et des étudiants, garçons et filles mêlés, dans des proportions à peine différenciées. Elle va être profondément imprégnée, dans les années 1970, par l'atmosphère de libéralisme culturel (notamment dans les rapports de sexe) qui s'est alors diffusée dans les lycées et universités mais aussi par le contexte de luttes menées sur divers fronts idéologiques (marxisme, tiers-mondisme, féminisme) dominant alors sur les campus universitaires. Par toute une partie de leur histoire familiale et aussi par

33 - Cité dans KARIM BOURTEL et DOMINIQUE VIDAL, *Le mal-être arabe. Enfants de la colonisation*, Marseille, Éditions Agone, 2005, p. 78.

34 - Les fils aînés d'Algériens seront nombreux à l'effectuer en Algérie. Ce sera un épisode décisif dans leur biographie : traités là aussi comme des « immigrés », va mûrir en eux cette idée, si difficile à s'avouer à eux-mêmes, qu'ils sont surtout « de France ». Voir *Hommes et migrations*, 1138, 1990, et OLIVIER MASCLÉ, « Des appelés illégitimes : les beurs au service militaire », in M. BESSIN (dir.), *Autopsie du service militaire, 1965-2001*, Paris, Éditions Autrement, 2002, pp. 180-185.

35 - On retrouve aujourd'hui ces militants ouvriers beurs à la tête de conflits médiatisés comme Cellatex (2001, Givet), Daewoo (janvier 2003, Longwy), Metaleurop (septembre 2003).

leur éducation politique, ces enfants d'Algériens sont portés à croire, dans les années 1970, au socialisme de Boumedienne, partagent la fierté d'une Algérie nation phare du tiers monde : nombreux sont les parents qui s'efforcent de les faire revenir régulièrement l'été « au pays », des jeunes étudiants retournent en colonies de vacances en Algérie et rêvent de reconstruire « leur » pays. Parmi ces beurs, ceux qui réussissent à devenir étudiants (très minoritaires dans leur classe d'âge) nourrissent l'espoir qu'ils pourront œuvrer au développement du pays d'émigration.

Cette génération d'enfants d'immigrés, qui a baigné dans une atmosphère « post-soixante-huitarde », se situe politiquement à gauche. D'une part, en tant qu'enfants de « travailleurs », ils sont portés à contester l'ordre patronal qui a assigné durablement un statut de prolétaires à leurs pères « surexploités » et socialement écrasés à leurs yeux. D'autre part, en tant qu'enfants d'immigrés, ils ont mesuré dans leur vie quotidienne – à travers l'aide au retour (le « million de Stoléro », en 1977), et les procédures d'expulsion (lois Bonnet en 1980) – la fragilité juridique, donc sociale, de la condition d'immigré de pays d'Afrique du Nord. Ce qui va les souder entre eux, c'est la même révolte contre les meurtres racistes et les violences policières. Ce qui va élargir le front de la lutte, c'est la rencontre et la solidarité objective avec les autres fractions politisées à gauche de la jeunesse française (surtout lycéenne et étudiante).

La visibilité à laquelle accèdent les enfants d'Algériens ainsi que l'élan de fraternité et de solidarité que le mouvement social a su créer – à gauche mais peut-être aussi au-delà de ce camp politique – leur ont permis, pour un moment au moins, de s'opposer avec un certain succès aux logiques de désignation et de stigmatisation dont ils étaient structurellement l'objet. Cette génération va inscrire sa marque dans la durée, pénétrant le mouvement associatif (associations de quartier, associations culturelles, anti-racistes, féministes), entrant partiellement dans le champ politique (participation aux mouvements lycéens, création de France Plus, en 1985, qui va faire campagne pour l'inscription sur les listes électorales et la présence sur les listes politiques de candidats issus de l'immigration maghrébine), investissant dans le domaine professionnel un état d'esprit et des valeurs liés à ce combat social et politique.

Les photographies de la marche l'attestent, les filles ont été assez nombreuses et actives dans le mouvement, même si la classique division sexuée du travail semble avoir prévalu dans le militantisme<sup>36</sup>. Les filles d'immigrés allaient surtout être à la pointe du combat lors de la création des nombreuses associations qui ont immédiatement suivi la Marche et dans les mouvements politiques qui

36 - Comme le remarque Souad Benani, fondatrice en 1985 de l'association des Nanas-beurs : « La marche, d'abord, c'était très masculin, mais comme partout, il y avait des filles qui faisaient un travail de fourmis, faisaient les tracts, organisaient les choses, élaboraient, conceptualisaient tandis que les garçons étaient les leaders sociaux » (extrait d'entretien cité dans CORINNE MELIS, « Nanas-beurs, Voix d'elles-rebelles et Voix de femmes. Des associations au carrefour des droits des femmes et d'une redéfinition de la citoyenneté », *Revue européenne des migrations internationales*, 19, 1, 2003, pp. 81-100, ici p. 84).

l'ont prolongée, comme Convergence 84 ou même SOS Racisme. Cette présence des jeunes filles dans l'espace public, qui contraste avec leur relatif retrait dans les années 1990, s'explique mieux en analysant le mode de constitution de cette génération féminine qui incarne au plus haut point les contradictions des enfants d'immigrés.

Un certain nombre de filles de cette génération – surtout celles qui ont poursuivi des études au lycée, voire à l'université – ont été marquées dans leur adolescence par le combat féministe, relayé à l'école par des enseignantes, notamment autour des luttes pour la contraception et le droit à l'avortement. C'est le cas de Nadia Amiri, née en 1962, fille aînée d'une famille dont le grand-père maternel était un ancien combattant de la guerre de 1914-1918 et le père un ancien militant ouvrier chez Renault<sup>37</sup>. Dans son témoignage, elle évoque la vie quotidienne de sa famille comptant six enfants (quatre filles, deux garçons) et insiste sur l'inégalité de traitement dans la fratrie, et ce en défaveur des filles qui non seulement devaient assurer l'essentiel du travail ménager (alors que leurs frères en étaient exemptés) et assurer jeunes une double journée de travail, scolaire et domestique, mais qui, en outre, n'avaient pas le droit de sortir librement du domicile familial après leur puberté. Les luttes féministes des années 1970 ne peuvent pas alors ne pas avoir résonné fortement dans la tête des élèves. C'est ainsi que Nadia Amiri s'identifie naturellement aux grandes figures de la lutte féministe, comme l'avocate Gisèle Halimi qu'elle prend pour modèle dans son adolescence : « J'ai eu très vite une fascination pour elle, car j'ai compris que les hommes ne prendraient jamais en compte la problématique des femmes. » Les filles se saisissent de l'exemple des sœurs aînées, sacrifiées sur l'autel du « retour », mariées jeunes de manière traditionnelle, pour revendiquer le fait de poursuivre leur scolarité et refuser d'être à leur tour les épouses d'hommes qu'elles n'ont pas choisis, d'où leur investissement scolaire<sup>38</sup>.

Ce projet d'émancipation sociale des filles d'immigrés de cette génération, qui se heurtait frontalement tant à la tradition familiale qu'à l'intériorisation des rôles sexués, était particulièrement difficile à mener seule. Pour se dégager de la « tradition », beaucoup d'entre elles se sont regroupées, ont participé activement à des associations de quartiers. Les années 1975-1985 constituent une période qui connaît, dans les quartiers, une véritable explosion culturelle au cours de laquelle les enfants d'immigrés, et notamment les filles, ont joué un rôle extrêmement actif. Ce groupe particulier de « dominées » se saisit avec avidité des armes de la culture. Ces enfants d'immigrés sont aidées dans leur entreprise d'émancipation culturelle par ces alliés sociaux que sont les enseignants (de collègue et de lycée),

37 - Voir son portrait dans N. BARSALI, *Génération beurs*, *op. cit.*

38 - Voir le témoignage de Zahoua, recueilli en 1977 par A. Sayad : elle a, d'une certaine manière, bénéficié de l'échec du mariage de sa grande sœur qui divorce d'avec un homme autoritaire et violent. Face à cet échec, ses parents acceptent de lui accorder la liberté qu'ils ont refusée à leur fille aînée (ABDELMALEK SAYAD, « Les enfants illégitimes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 25, 1979, pp. 61-81, 1<sup>re</sup> partie ; 26-27, 1979, pp. 117-132, 2<sup>e</sup> partie).

les animateurs de quartier (plus ou moins férus de culture), qui continuent à faire vivre, dans leurs espaces respectifs, des thématiques issues de la mouvance soixante-huitarde. Un cas très frappant est l'émergence d'un « théâtre beur » où nombre de filles, souvent lycéennes ou étudiantes, se retrouvent et mesurent la vertu libératrice de la prise de parole et du jeu<sup>39</sup>. Sur la scène, les filles d'origine algérienne font un apprentissage des rôles et de la discussion collective, se donnent la possibilité d'entrer en contact, de manière détournée, avec le monde des adultes et font sauter le verrou de la non-communication parents/enfants qui existe dans beaucoup de ces familles. C'est ce qu'exprime bien une de ces jeunes filles, Karima (de Valence) : « À chaque fois, j'ai emmené avec moi ma mère et quelques-unes de ses copines, c'est aussi une façon de leur parler, de leur dire ce que sont aujourd'hui vraiment leurs filles<sup>40</sup>. »

Enfin, cette volonté d'émancipation sociale des filles pouvait aussi obtenir, dans cette période des années 1970, le soutien d'un certain nombre de garçons gagnés à la cause des femmes, que ce soit par leur passage au lycée ou par l'effet d'une prise de conscience politique. On en a un bel exemple avec le chanteur du groupe de rock de la banlieue lyonnaise Carte de séjour, Rachid Taha, qui a commencé sa vie professionnelle comme ouvrier d'usine. Celui-ci n'hésite pas, lors des concerts, à apostropher les garçons des cités quand il constate l'absence de filles dans le public. Pour comprendre la présence des filles dans le mouvement beur, il faudrait pouvoir restituer dans le détail les formes de socialisation culturelle, issues des années 1970, qui les ont amenées à une véritable émancipation par rapport à l'éducation qu'elles ont reçue. Encore faut-il préciser que ceci vaut aussi pour les autres fractions de la jeunesse populaire. Mais c'était particulièrement important pour ces filles d'origine immigrée.

### La gauche : de l'espoir à la déception

La marche de 1983 ne peut pas se comprendre indépendamment de l'arrivée de la gauche au pouvoir, en mai 1981, qui fit lever un grand espoir chez les enfants d'immigrés et leurs familles. Beaucoup d'entre eux crurent au mot d'ordre de la rupture avec les politiques antérieures en matière d'immigration et espérèrent en la réduction des inégalités sociales. De solides attaches et de grandes attentes faisaient que les beurs étaient ancrés à gauche<sup>41</sup>. Mais à regarder de près l'histoire

39 - Cf. CHÉRIF CHIKH et AHSÈNE ZEHRAOUL, *Le théâtre beur*, Paris, Arcantère, 1984.

40 - Voir ADIL JAZOULI, *L'action collective des jeunes Maghrébins de France*, Paris, L'Harmattan, 1986, p. 102. On peut comparer aujourd'hui avec d'autres formes de création culturelle telles que le rap qui, par comparaison, apparaît comme un univers musical plus cloisonné et surtout cantonné à une certaine tranche d'âge (c'est l'effet aussi de la segmentation par âge de l'offre musicale contemporaine).

41 - « Le soir du 10 mai 1981, beaucoup de jeunes militants issus de l'immigration dansent sur les places publiques, à l'annonce de l'élection de François Mitterrand, dont ils n'ont pas oublié le télégramme de soutien » (A. JAZOULI, *L'action collective...*, *op. cit.*, p. 70).

du mouvement des « jeunes immigrés », on est frappé de voir à quel point les lendemains ne tardèrent pas à déchanter.

Les événements de Talbot, en janvier 1984, vont avoir de fortes répercussions sur la vision du monde des porte-parole du mouvement beur<sup>42</sup>. Ils marquent à leurs yeux la transformation d'un conflit de travail en un conflit racial, le rejet radical de leurs parents après tant de sacrifices, alors que nombre d'entre eux arrivent usés à l'âge de la retraite, exténués par leur vie d'OS. La « mode beur », issue de la Marche et célébrée dans les gazettes, prend soudain une autre signification : les beurs sont d'autant plus valorisés qu'ils affichent une distance avec leurs origines ouvrières, d'autant plus appréciés qu'ils n'apparaissent plus comme des « prolétaires arabes ». Le terme « beur », qui servait d'emblème à ces jeunes pour se désigner et dire leur communauté d'expériences en tant qu'enfants d'Algériens, change de sens : de simple mot, il devient pour les autres une appellation détournée de son sens par les médias, qui permet de masquer le mépris racial et les inégalités vécues au quotidien par leurs familles.

De nombreux autres faits, durant l'année 1984, confirmèrent l'impression que la gauche se détournait de plus en plus des immigrés et de leurs enfants. Si la gauche a réellement rompu pendant les trois premières années du gouvernement avec les politiques antérieures en matière d'immigration et d'intégration, si de nouvelles lois et mesures administratives ont été décidées qui stabilisèrent de fait la vie des familles immigrées, le recul devint visible après les élections municipales de 1983 où l'extrême droite sortit de sa marginalité politique<sup>43</sup>. La lutte contre

42 - Un mois après l'arrivée triomphale de la marche à Paris, les usines Talbot de Poissy se mettent en grève. Les grévistes, des OS marocains pour la plupart, font l'objet d'attaques physiques des membres de la CSL (Confédération des syndicats libres). Les CRS interviennent et sont accueillis chaleureusement par les ouvriers non grévistes, certains criant même : « Aux fours, les Arabes », « les Noirs à la Seine »... Les « Marcheurs » sont choqués par les images télévisées de ces événements et les déclarations du premier ministre, Pierre Mauroy, pour qui les grévistes sont avant tout des immigrés manipulés « par des groupes et mouvements qui n'ont rien à voir avec la société française ». Kaïssa Titous, figure importante du mouvement beur, explique que « c'est à ce moment-là que l'exploitation de notre communauté m'est apparue la plus flagrante, la plus sauvage. Parce qu'à ce moment-là, le gouvernement a dit "les revendications des travailleurs de chez Talbot ne font pas partie des réalités françaises" ». La phrase de Pierre Mauroy traduit très certainement le trouble des esprits laïques face à la revendication des ouvriers musulmans de Talbot d'obtenir des lieux de prière dans les ateliers. Revendication incompréhensible pour les leaders du mouvement ouvrier, qui la jugent incongrue et vont alors la condamner publiquement. La gauche au pouvoir critique d'autant plus les grèves de Talbot qu'elle était en train de tourner une page de l'histoire ouvrière, au nom du réalisme économique. Les immigrés et leurs enfants vont alors être systématiquement opposés : ici des vieux, analphabètes et manipulés par les islamistes, là des jeunes, conscients et incarnant la modernité post-industrielle que ministres, journalistes, experts, syndicalistes (surtout du côté de la CFDT) appellent de leurs vœux.

43 - Sous l'impulsion du FN, l'immigration est portée au premier plan de l'actualité et devient l'objet de toutes les surenchères. La gauche gouvernementale développe dès lors une attitude ambiguë en se repliant sur une ligne de défense qui consiste, écrit Danièle Lochak, à « essayer de démentir par ses discours et par ses actes le laxisme

l'immigration clandestine redevint un objectif affiché de la politique du gouvernement, les promesses du droit de vote des immigrés aux élections locales et d'abolition de la « double peine » furent sans cesse ajournées, donnant l'impression, notamment aux militants beurs, d'un double discours de la gauche à l'égard des immigrés. La signification des événements de Talbot pour les enfants d'immigrés ne peut pas être analysée en dehors de ce contexte de revirement idéologique de la gauche au pouvoir : il devint clair pour nombre d'entre eux que les proclamations de solidarité à leur égard et à celui de leurs parents ne seraient plus suivies d'effets. Une partie des porte-parole de la Marche appellèrent dès lors à un repli sur « la base », à l'organisation autonome des habitants des quartiers issus de l'immigration, à la radicalisation sur une base communautaire. À l'opposé de la marche de 1983, qui posait en son principe la rencontre des adultes et des jeunes, des Français et des Maghrébins, du centre-ville et des quartiers, il s'agit désormais de défendre la base par la base<sup>44</sup>. C'est un même repli politique qui caractérise quelques années plus tard l'action d'associations telles que Résistance des banlieues (1990), puis du Mouvement immigration banlieue (1991), tout comme celle des associations religieuses ancrées dans les cités.

Ce « basisme » des porte-parole beurs, du moins des plus radicaux d'entre eux, manifeste sans aucun doute une réaction de défense, voire d'hostilité, face à la promotion médiatique d'une élite « beur » perçue par eux comme déconnectée de la réalité des cités et de l'immigration, soupçonnée d'être fascinée par la gauche parisienne. Mais il est aussi une stratégie pour continuer d'exister politiquement dans le champ associatif dans un contexte marqué par la création de SOS Racisme au début de l'année 1985. Cette nouvelle association s'est en effet imposée d'autant plus facilement dans les médias comme l'héritière naturelle des beurs qu'il n'y avait pas d'organisation nationale ou de porte-parole susceptible de représenter l'ensemble des « jeunes issus de l'immigration ». Les dissensions internes aux lendemains de la Marche entre les deux pôles ethico-moral et radical de ses porte-parole, les concurrences entre ceux-ci, contribuèrent à la position dominante que SOS Racisme alla rapidement détenir dans la représentation sociale et politique des enfants d'immigrés. Dans cette conjoncture, la défense de la base permit à certains porte-parole beurs de se distinguer, de valoriser leur action et d'exister politiquement aussi bien à l'extérieur de cette association que dans ses rangs, où figuraient de nombreux enfants d'immigrés. Les conflits internes firent rage et éclatèrent fréquemment à propos de la question palestinienne : exiger une prise

dont on l'accuse » (DANIÈLE LOCHAK, « Les socialistes et l'immigration, 1981-1993 », in O. LE COUR GRANDMAISON et C. WIHTOL DE WENDEN, *Les étrangers dans la cité : expériences européennes*, Paris, La Découverte, 1994, pp. 43-63, ici p. 49).

44 - Ce tournant politique se manifesta particulièrement à l'issue de Convergences 84 pour l'égalité, la seconde marche contre le racisme et pour l'égalité des droits menée par des jeunes à mobylette. Farida Belghoul, figure forte de cette manifestation, dénonçait, dans la déclaration finale, une gauche anti-raciste, jugée trop molle, accusée de s'être peu mobilisée durant les trajets le long du parcours des jeunes et surtout de cantonner les aspirations des immigrés et de leurs enfants à la seule perspective d'un « droit à la différence ». Elle en appellait désormais à « l'autodéfense des quartiers ».

de position de l'association sur les « territoires occupés » était une façon de tenter de constituer une faction beur à l'intérieur de l'association<sup>45</sup>.

Alors que s'étiolait le mouvement beur, certains de ses porte-parole ont cherché à sauver ainsi leur identité politique en devenant, pour quelques-uns d'entre eux, de redoutables tacticiens. Il faut garder à l'esprit que, en dehors de SOS Racisme, les militants beurs n'avaient pratiquement aucun débouché politique à l'échelle nationale, où ils ne pouvaient que très difficilement accéder aux responsabilités, y compris au sein des partis de gauche, qui semblaient alors se méfier de ces enfants d'immigrés revendicatifs. C'était également vrai au niveau local, où bien peu de « militants de cité » siégèrent dans les conseils municipaux, relégués qu'ils étaient à des positions non éligibles sur les listes de candidats. Quelques-uns ont bien été associés aux équipes municipales, mais le plus souvent à des postes subalternes ou cantonnés à jouer un rôle de « pompiers » dans les quartiers. Ils passent rapidement aux yeux de la base pour des « beurs de service », tant ils semblent n'avoir d'autre fonction que d'attester l'antiracisme des élus de gauche auprès des populations. Le mécanisme de « consécration des dévouements », qui avait longtemps prévalu à gauche, se grippa donc au milieu des années 1980 au détriment des enfants des cités mobilisés socialement et politiquement. Ils firent les frais de la montée du Front national, et plus généralement des attitudes xénophobes et sécuritaires prêtées à la population, y compris les catégories populaires.

Sur nos terrains respectifs, nous avons observé durant les années 1990 ce rendez-vous manqué entre la gauche et les beurs : alors que ces derniers manifestaient encore un intérêt pour la politique, celle-ci resta le plus souvent sourde à leur désir de reconnaissance. Ce qui frappe ici, c'est la force d'inertie du champ politique, l'incapacité des partis de gauche à répondre positivement aux demandes récurrentes des « beurs » : pouvoir défendre eux-mêmes leur dignité, être enfin reconnus comme des Français à part entière.

## La fabrication de la « génération de cité »

Les conditions sociales d'existence des enfants d'immigrés et leur rapport à l'avenir se sont profondément modifiés au cours des deux décennies qui séparent la marche de 1983 des émeutes de novembre 2005, toute une génération d'enfants d'immigrés ayant grandi dans les années 1980 et 1990 dans des quartiers d'habitat social. Nous nous proposons de l'appeler ici « génération de cité », parce que ses membres ont été influencés en profondeur par la forte densité des relations sociales qui se nouent entre enfants et adolescents et parce qu'ils subissent tous, à des

45 - Les fondateurs de l'association, proches du parti socialiste, furent accusés par les beurs de ne pas être représentatifs des enfants d'immigrés et de les spolier d'un droit à la parole, voire de chercher à laminer le mouvement associatif issu de l'immigration maghrébine (PHILIPPE JUHEM, SOS-racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique ». Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981, Thèse de Doctorat de science politique, Université de Paris-X – Nanterre, 2002).

degrés différents, l'effet de clôture, sociale et mentale, qui s'est développé dans ces lieux d'habitat. Le contexte socio-politique dans lequel cette génération a été socialisée se caractérise par l'appauvrissement socio-économique – chômage et précarité structurelle de l'emploi, déclin des modes d'encadrement traditionnels dans les cités –, le durcissement de la compétition scolaire au détriment des familles les moins dotées en ressources culturelles et la déstabilisation politique – la perte de l'alliance « naturelle » avec la gauche, la fin des grands espoirs collectifs, l'échec des gouvernements successifs (de droite comme de gauche) face à la question du chômage et des inégalités. En opposant ainsi la génération des beurs, constituée historiquement par un événement marquant, à la génération de cité, produite par une longue période de crise sociale, le risque est double : d'une part, durcir par trop cette différence générationnelle et, d'autre part, autonomiser cette question des générations en occultant ou minimisant les transformations structurelles dans lesquelles elle prend son sens. Rappelons en premier lieu que la génération de cité partage bien des points communs avec celle des beurs : non seulement un ensemble de caractéristiques sociales objectives – parcours migratoire des parents, origine ouvrière, conditions sociales d'existence marquées par une relative pauvreté matérielle, un habitat en HLM, etc., et, pour le dire vite, appartenance à un monde de « dominés » –, mais aussi le sentiment, collectivement vécu, de faire l'objet d'un regard dépréciatif, souvent méprisant, voire raciste de la part de larges fractions de la société française aussi bien que de ses principales institutions (police, administration, justice, etc.). En effet, avec le recul, on peut considérer qu'au cours de ces trente dernières années, notamment à partir du moment où le Front national a réussi à imposer dans le débat politique la thématique du « problème » de l'immigration, ces enfants d'immigrés maghrébins (et plus largement issus de l'immigration « post-coloniale ») ont dû faire face à une sorte de suspicion structurelle, comme en témoignent éloquentement les remaniements constants du Code de la nationalité dans les années 1990. Comme s'il s'agissait à chaque fois de vérifier la légitimité de ces enfants à vouloir entrer dans le « club France », censé ne plus pouvoir accueillir un certain nombre d'indésirables. À dire vrai, ces enfants d'immigrés, pour la majorité nés sur le sol français, n'ont pas été perçus et traités comme des « Français comme les autres », sauf sur le strict plan du droit, ce qui explique que beaucoup d'entre eux, devenus adultes, déclarent être seulement des « Français de papier », face à l'affirmation des « Français de souche »<sup>46</sup>.

Par delà cette communauté de destin qui rassemble ces enfants d'immigrés, ce qui distingue le plus sûrement les deux générations étudiées ici, c'est la capacité collective de réagir au stigmate social qu'ils ont à subir depuis leur enfance : d'un côté, la génération des beurs a pu s'appuyer sur des supports politiques et symboliques pour lutter contre les processus multiples de dévalorisation dont elle faisait l'objet, et elle a su riposter par une intense mobilisation collective, en lien étroit avec d'autres acteurs et en construisant un mouvement social qui s'est attiré une forte reconnaissance. De l'autre, la génération de cité s'est trouvée largement privée

46 - Voir ÉVELYNE RIBERT, *Liberté, égalité, carte d'identité*, Paris, La Découverte, 2006.

de ses outils de lutte et de défense collectives, si bien que la fraction la plus déshéritée du groupe en a bien souvent été réduite à agir dans la seule logique de la provocation pour, *in fine*, faute d'être entendue, s'exprimer par la violence émeutière. Étudier sociologiquement cette génération de cité, c'est donc se donner les moyens de comprendre de manière comparative ses difficultés objectives et subjectives à se construire en tant qu'acteur collectif. Pour les comprendre, il ne s'agit pas de se focaliser sur la question de la cité mais, au contraire, de sortir des lieux d'habitat stigmatisés pour analyser comment, par l'intermédiaire de transformations dans d'autres espaces sociaux comme l'école, le marché du travail ou le logement, le rapport à l'avenir s'est largement brouillé et obscurci pour cette génération. Ce qui nécessite de réintroduire dans l'analyse la défiance grandissante à l'égard des institutions (tout particulièrement la police, mais aussi l'école), les formes durables d'exclusion du marché du travail, les difficultés croissantes à entrer dans l'âge adulte, les nouvelles formes de politisation. Nous avons dans cette partie restreint l'analyse aux seuls enfants d'immigrés maghrébins, principalement pour des raisons pratiques : c'est auprès d'eux que nous avons enquêté et les études ethnographiques sur les enfants d'immigrés africains sont encore fragmentaires, cette population étant encore sociologiquement mal connue.

### Les émeutes du début des années 1990 et la question policière

Si l'on veut comprendre comment s'est construite la génération de cité, la question des rapports entre les jeunes et la police n'a rien d'anecdotique. Elle éclaire fortement la manière dont un certain nombre de jeunes de cité se sont radicalisés et/ou politisés à la faveur de l'observation des actions de la police dans leurs quartiers<sup>47</sup>. Certes, déjà au milieu des années 1970, la mise en place d'une politique sécuritaire visant à répondre à la montée de la petite délinquance (dans un contexte de hausse du chômage) avait contribué à envenimer les rapports avec les jeunes d'origine maghrébine, touchés au premier chef par les contrôles policiers et les arrestations musclées<sup>48</sup>. Mais il n'y a pas eu alors d'embrasement des cités pour deux raisons essentielles : d'une part, la gauche au pouvoir en 1981 réussit à enrayer ce cycle de violences en mettant en œuvre dans les quartiers, avec le soutien de la FASP (Fédération autonome des syndicats de policiers, étiquetée à gauche), une politique qui ne cherchait pas à résoudre les difficultés à travers la seule répression ; d'autre part, les prises de position étaient alors nombreuses pour dénoncer l'intervention brutale de la police et le racisme qui sévit dans ses rangs, et en appeler à un respect de la démocratie<sup>49</sup>.

47 - Voir FABIEN JOBARD, « Sociologie politique de la racaille », in H. LAGRANGE et M. OBERTI, *Émeutes urbaines et protestation. La singularité française*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, pp. 59-80.

48 - Politique qui n'est pas sans lien avec les émeutes qui font leur apparition dans les banlieues lyonnaises au tournant des années 1970-1980.

49 - Citons par exemple le préfet de police du Rhône, qui déclarait en juin 1984, peu après une intervention musclée des CRS dans un bar des Minguettes fréquenté par des Maghrébins : « Leur comportement dans ce bar a été inadmissible pour des fonctionnaires

Dix ans plus tard, dans un contexte économique aggravé, un nouveau cycle d'émeutes démarre, de nouveau en région lyonnaise (Vaulx-en-Velin, novembre 1990<sup>50</sup> : trois jours d'échauffourées avec la police), puis en région parisienne (Argenteuil, décembre 1990, puis, en mai 1991, quartier du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie). D'une part, ces émeutes urbaines prennent une ampleur inédite et, d'autre part, elles donnent lieu à une grande couverture médiatique. Celles de Vaulx-en-Velin, surtout, apparaissent rétrospectivement comme le moment d'un retournement du regard porté sur les quartiers, l'objectif sécuritaire devenant une manière politiquement consensuelle de parler d'eux. Les quartiers entrent de plain-pied dans le champ des préoccupations politiques, mais ils font dans le même temps l'objet d'une dépolitisation : droite et gauche adoptent progressivement les mêmes visions sur le sujet. De « quartiers en danger », on passe à une représentation tout autre, les « quartiers dangereux », qui légitime une plus grande sévérité des politiques pénales ainsi qu'un renforcement de l'intervention policière dans les banlieues<sup>51</sup>. Les émeutes dans les quartiers de 1990-1991 ont marqué un tournant dans les rapports entre les jeunes de cité et la police. Depuis lors, la tension entre jeunes de cité et policiers, comme toutes les enquêtes ethnographiques sur les jeunes des cités l'ont montré<sup>52</sup>, est devenue structurelle. Elle débouche régulièrement sur des explosions de violence, de protestation de la jeunesse des quartiers, qui sont presque toujours consécutives à des contrôles policiers qui tournent mal, à ce qu'on appelle improprement des « bavures policières », rarement sanctionnées. Pour rendre compte de cette dégradation multiforme des rapports jeunes/police, il faut bien voir que le « maintien de l'ordre » est devenu l'activité principale du travail policier, primant sur la prévention ou le dialogue<sup>53</sup>. Le développement des brigades anti-criminalité (BAC), au début des années 1990, est le fait le plus significatif de ce processus, que certains policiers n'hésitent d'ailleurs pas à dénoncer comme une

de police. Ceux-ci ne doivent pas se conduire comme les voyous qu'ils ont à pourchasser [...] » De tels rappels à l'ordre des forces de police ne se font aujourd'hui plus guère entendre, preuve s'il en est besoin de la perte d'influence d'une conception plus démocratique du travail de la police (cité dans OLIVIER BRACHET, « Pourquoi Lyon fait-il parler de ses immigrés », *Les Temps modernes*, 452-453-454, « L'immigration maghrébine en France. Les faits et les mythes », 1984, pp. 1681-1690, ici p. 1682).

50 - Émeutes suivies un mois plus tard, en décembre 1990, par le dérapage de manifestations lycéennes, en plein cœur de Paris, où des scènes de pillage ont lieu dans des grands magasins proches du quartier Montparnasse.

51 - Voir LAURENT BONELLI et GILLES SAINATI, *La machine à punir. Pratiques et discours sécuritaires*, Paris, Éditions L'Esprit frappeur, 2001, et ANNIE COLLOVALD, « Des désordres sociaux à la violence urbaine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 136-137, 2001, pp. 104-113.

52 - Voir, notamment, JOËLLE BORDET, *Les jeunes de la cité*, Paris, PUF, 1998 ; MICHEL KOKOREFF, *La force des quartiers*, Paris, Payot, 2003 ; et surtout MOHAMED MARWAN et LAURENT MUCCHIELLI, « La police dans les quartiers sensibles : un profond malaise », in V. LE GOAZIOU et L. MUCCHIELLI (dir.), *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2006, pp. 98-119.

53 - Cette large adhésion à la solution répressive tranche singulièrement avec le projet d'une police proche des habitants, que défendait la gauche de gouvernement durant les premières années du septennat de François Mitterrand et qui répondait aussi aux attentes des associations dans les quartiers.

militarisation de leur métier<sup>54</sup>. Au début des années 2000, les nouvelles unités policières, fortement équipées en matériels offensif et défensif – flash-balls et armes à décharge électrique (Taser) – ont eu pour principale mission de mettre hors d'état de nuire les individus ou les groupes réputés ou repérés comme dangereux. Leur mission n'est donc pas d'enquêter et de gagner la confiance des habitants, mais bien de « sécuriser » les quartiers. Lors de l'été 2002, la politique de promotion d'une police de proximité dans les cités est abandonnée. S'installe alors un climat de pression sécuritaire permanent exercé par le personnel politique sur le corps policier, si bien que les interventions des brigades revêtent de plus en plus la forme de l'« assaut ». En réponse, les jeunes des cités, comme beaucoup de leurs parents, dénoncent régulièrement les intimidations, insultes, coups et blessures dont ils peuvent être les victimes. Quand ils portent plainte auprès de l'IGS (Inspection générale des services), ils ont peu de chances d'être entendus<sup>55</sup>. La tension entre jeunes et policiers n'a cessé de croître : aux caillassages des voitures de police répondent les vérifications d'identité à répétition ; aux insultes et aux menaces des adolescents, les policiers réagissent par de fréquentes plaintes pour « outrage » et « rébellion ». On ne saurait négliger la responsabilité de l'institution policière dans la genèse des violences urbaines ; le harcèlement policier aboutit à coaliser les habitants des quartiers contre une force de l'ordre perçue comme injuste et brutale, et à légitimer toutes les formes de résistance face à elle : protection des petits délinquants, loi du silence, etc. Face à ces réactions qui revêtent l'aspect d'une « autodéfense du pauvre », les différents gouvernements n'ont cessé d'en appeler au renforcement de l'État, légitimant à chaque fois davantage l'intervention musclée dans les cités, de plus en plus dénoncées comme « zones de non-droit » qu'il s'agit de « reconquérir ».

La médiatisation de ces événements impliquant la police est aussi essentielle à la compréhension de la manière dont de nombreux jeunes s'estiment être la cible privilégiée de l'ordre policier. Après 1995, la référence à ce que nos interlocuteurs appelaient « l'assassinat en direct » de Khaled Kelkal était omniprésente<sup>56</sup>. Cet épisode dramatique a revêtu pour de nombreux enfants des cités une forte dimension symbolique, comme le relate Farid Beghir (né en 1964, fils d'OS algérien, cadre moyen de la fonction territoriale)<sup>57</sup>.

54 - Voir LAURENT BONELLI, « Les raisons d'une colère », *Le Monde diplomatique*, décembre 2005, pp. 22-23.

55 - Voir à ce sujet M. MARWAN et L. MUCCHIELLI, « La police... », art. cit.

56 - Paris connaît une vague d'attentats terroristes en juillet 1995 (cinq morts et des dizaines de blessés dans la station Saint-Michel du RER B), qui frappe l'opinion publique et mobilise les forces de l'ordre à la recherche des coupables. La police découvre en septembre, grâce à des empreintes digitales laissées sur un engin qui n'a pas explosé, un réseau terroriste algérien qui a recruté dans la banlieue lyonnaise des jeunes convertis à la lutte armée. Une fois identifié par ses empreintes, Khaled Kelkal, fils d'ouvrier algérien, sera traqué plusieurs jours durant par la police. Il sera tué par des gendarmes en patrouille, la scène de sa mort étant filmée par des cameramen d'une chaîne de télévision française, M6.

57 - « Je sais pas, mais [la mort de Kelkal] c'est des images qui ont traumatisé, hein ! [...] Moi je l'ai gardée en mémoire cette image... Quand tu vois effectivement... Parce

## Racialisation des rapports sociaux et désouvriérisation de l'univers de référence

C'est dans cette conjoncture des émeutes urbaines que survient la première guerre du Golfe (janvier-mars 1991), qui replace au cœur du débat politique les enfants d'immigrés maghrébins, mais cette fois-ci pour questionner leur loyauté à l'égard de la nation. Un certain nombre d'intellectuels français convertis à la défense d'un républicanisme intransigeant – et aveugle aux réalités sociales – amplifient le procès en suspicion généralisée des enfants d'immigrés, étiquetés fauteurs de troubles et sous allégeance du « monde musulman ». Ces prises de position très normatives à propos de « l'intégration » vont avoir de nombreuses conséquences sur les enfants d'immigrés algériens et marocains. Ils furent ainsi de plus en plus nombreux à répliquer sur le terrain identitaire en prenant pour emblèmes leurs origines et leur religion stigmatisées. De ce point de vue, la première guerre du Golfe a joué un rôle important dans la construction d'une conscience plus « raciale » que sociale chez les enfants d'immigrés maghrébins, d'autant plus enclins à penser la société sous la forme d'oppositions successives – Eux/Nous, Occidentaux/Arabes, Français/immigrés, riches/pauvres, etc. – qu'ils sont eux-mêmes marqués par leur expérience de diverses formes de relégation : que ce soit sur le plan scolaire (les « mauvaises » classes de collège puis l'orientation en lycée d'enseignement professionnel, ou LEP), celui de l'espace urbain (ils vivent dans les quartiers et les immeubles les plus dégradés) ou des conditions d'existence (ils se confrontent quotidiennement à l'épreuve du dénuement matériel).

Cette guerre, par le ressentiment qu'elle provoque chez ceux qui apparaissent une nouvelle fois comme des « vaincus », semble bien avoir constitué un événement décisif dans la socialisation politique de beaucoup d'enfants d'immigrés algériens ou marocains. Dans les établissements scolaires, au collège et surtout au

que rien n'est clair là-dessus... On n'a pas eu la version [définitive]. La seule image qu'on ait eue, c'était M6. Et en plus qui s'est fait incendier après. Quand tu vois ce gendarme qui dit à l'autre : "Achève-le ! Finis-le !" C'est scandaleux, ça ! [Silence] C'est scandaleux, ça. Ça, ça a marqué... Faut pas croire ! Malik Oussekiine, Khaled Kelkal, c'est des choses qui... Ça fait partie de notre mémoire, entre guillemets. C'est clair ! Ce sont des situations qui sont inscrites dans notre mémoire. Si tu veux, moi, ça m'a choqué. C'est un truc qui m'a traumatisé sur l'instant. Quand t'entends effectivement un discours du type : "Achève-le ! Finis-le !" Quand même, c'est pas un chien ! C'est pas une merde ! Alors que, là, t'avais l'impression que vraiment... Tu sais, c'était les vautours autour de la proie. Il était fini. Il pouvait plus bouger, ce jeune-là... [Silence] Ils l'ont achevé. C'est le mot, ils l'ont achevé... La gendarmerie n'a pas de quoi être fière. Même si certains, au niveau de la population française, ont dit : "C'est un terroriste de moins", au niveau de la population d'origine arabe, ça a été un traumatisme. Et ça le restera longtemps. Sur le coup, ce jour-là, je m'étonne qu'il n'y ait pas eu des explosions un peu partout en France. Parce que, dans le quartier [Gercourt, près de l'usine de Sochaux], c'était chaud, c'était vraiment chaud dans les esprits. Entre nous, on en discutait. C'était grave, ce qui s'était passé là... » (entretien, juillet 1999).

lycée, les enfants d'immigrés, que l'on peut considérer comme les petits frères des « beurs », rejouent le conflit à leur manière, refusent la domination de l'Occident et, dans une logique qui mêle affichage ostensible de la solidarité avec le monde arabe et goût intense de la provocation vis-à-vis des « Français », soutiennent « Saddam » et applaudissent aux attaques contre Israël<sup>58</sup>. Dans sa correspondance avec l'un d'entre nous, Younes Amrani, alors en classe de seconde lors du conflit, évoque avec le recul ce plaisir de la transgression, en rupture avec les idées bien pensantes de l'époque, qui va de pair avec l'apprentissage de la discussion et de la polémique, nécessitant par ailleurs la recherche d'arguments et un important travail de lecture : c'est alors par exemple qu'il s'intéresse au nationalisme arabe, lit la biographie de Nasser, « se cultive » en histoire et en politique pour affronter les autres élèves dans les discussions<sup>59</sup>. La guerre du Golfe, dans ce contexte d'hostilité au monde arabe que lui et ses copains de quartier perçoivent, constitue la première véritable étape de sa socialisation politique : épouser la cause de Saddam Hussein, c'est, pour Younes, moins défendre ce « dictateur » que se solidariser avec le monde arabe dominé et humilié. La victoire des alliés provoque le désarroi de ces adolescents qui sont entrés en politique à leur manière à travers ce conflit. À ce sentiment de défaite s'ajoute l'amertume liée au déclenchement de la guerre civile en Algérie après 1992. Un certain nombre de jeunes marquent un soutien plus ou moins affiché au Front islamiste du salut (FIS), qui leur paraît mener un juste combat contre le pouvoir algérien corrompu et le mépris avec lequel le peuple est traité.

Ceci dit, le destin de la génération de cité ne se réduit pas à ses seules origines nationales. C'est aussi une génération qui, elle, a eu la malchance historique de naître à partir du milieu des années 1970. Elle appartient à cette « génération sacrifiée », bien mise en évidence par Louis Chauvel dans son enquête statistique sur l'insertion professionnelle des cohortes sur la longue durée<sup>60</sup>, et a grandi dans un univers ouvrier largement déstructuré, socialement et politiquement.

En premier lieu, cette génération a dû entrer dans une compétition scolaire à laquelle les enfants de milieu populaire n'étaient pas préparés. La politique de prolongement des études, dite des « 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat », lancée en 1985, a entraîné un allongement important de la scolarité qui a imposé à la jeunesse populaire la norme des études longues, la « voie normale », comme le disent des élèves eux-mêmes. Le baccalauréat joue dorénavant le rôle de

58 - Farid Aïchoune, ancien journaliste de *Sans frontière*, a suivi de près les émeutes de 1990-1991 (Vaulx-en-Velin, Sartrouville, Argenteuil) et les conséquences de la première guerre du Golfe. Il est frappé par la quasi-coïncidence des événements et par les effets de télescopage qui en résultent : « À l'évidence, cette guerre [du Golfe] a fait des dégâts dans l'esprit des jeunes. Vécue dans la peur, elle a renforcé les frustrations de ces adolescents en quête d'un modèle identitaire. Une génération de beurs est entrée en politique comme un Scud rencontre un Patriot » (FARID AÏCHOUNE, *Nés en banlieue*, Paris, Éditions Ramsay, 1991, p. 160).

59 - YOUNES AMRANI et STÉPHANE BEAUD, *Pays de malheur. Un jeune de cité écrit à un sociologue*, Paris, La Découverte, 2004.

60 - LOUIS CHAUVEL, *Le destin des générations*, Paris, PUF, 1998.

point zéro dans l'échelle du prestige social, si bien qu'une certaine forme d'indignité se mesure en chiffre négatif en dessous de ce diplôme. Cette hiérarchie scolaire, qui continue de valoriser l'enseignement général, a été particulièrement intériorisée par les enfants d'immigrés maghrébins : ceux-ci ont fréquemment adopté la norme des études longues<sup>61</sup>. Le revers de la médaille a été la profonde disqualification sociale de l'enseignement professionnel, perçu par eux comme l'antichambre du chômage ou de la précarité. En conséquence, ceux qui s'y dirigent le font à regret, disent avoir été « orientés » en CAP ou en BEP, contestent quasi systématiquement cette orientation qu'ils perçoivent comme un mauvais coup porté par des enseignants qui n'ont pas cru en leur valeur. En fait, l'entrée dans l'enseignement professionnel est vécue par la plupart d'entre eux comme une relégation scolaire qui vient redoubler le sentiment de relégation spatiale. D'où leur échec dans ces établissements qu'ils voient comme des « sous-lycées », préparant à des diplômes dévalués, n'offrant d'autres perspectives que des emplois sous-payés. Par ailleurs, ils sont socialement défavorisés, même à l'entrée de l'apprentissage. On n'a pas pris la mesure de ce processus décisif à l'œuvre dans l'enseignement professionnel qu'a été la dualisation des modes de recrutement dans le secteur de l'apprentissage et dans les lycées professionnels. Alors que ceux-ci se sont objectivement prolétariés dans leur recrutement social et sont devenus le lieu de forte concentration des jeunes de cités, la voie de l'apprentissage a connu, elle, une forte montée des exigences depuis sa revalorisation du début des années 1990<sup>62</sup>. De sorte que, aujourd'hui, le recrutement des élèves est beaucoup plus sélectif socialement : autant les lycées professionnels accueillent les jeunes Arabes ou Noirs, autant l'apprentissage est devenu « blanc » : ce sont les enfants d'ouvriers des zones pavillonnaires et rurales qui y vont.

En second lieu, il existe, dans les familles immigrées, une forte inégalité des résultats scolaires entre garçons et filles et, de ce fait, une nette différenciation sexuée des destins professionnels. Les filles tendent à réaliser des parcours scolaires plus longs et plus réussis que les garçons, marqués globalement par un échec scolaire assez massif et précoce. D'où leur infériorisation structurelle dans ces familles, par l'école, et une forte valorisation sociale des filles. En raison de leur réussite relative, sous la pression aussi d'un mariage anticipé en cas d'échec, celles-ci peuvent même occuper une position d'aînées symboliques au sein de la fratrie et faire la fierté des pères<sup>63</sup>. L'absence d'avenir objectif pour les garçons

61 - Voir, entre autres travaux, ROXANE SILBERMAN et IRÈNE FOURNIER, « Les enfants d'immigrés sur le marché du travail : les mécanismes d'une discrimination sélective », *Formation Emploi*, 65, 1999, pp. 31-55 ; ROXANE SILBERMAN, « Les enfants d'immigrés sur le marché du travail », in *ID.*, *Immigration, marché du travail, intégration*, Paris, Commissariat général au Plan/La Documentation française, 2002, pp. 297-311 ; YAEL BRINBAUM et ANNICK KIEFFER, « D'une génération à l'autre, les aspirations éducatives des familles immigrées : ambition et persévérance », *Éducation et formations*, 72, 2005, pp. 53-75.

62 - Voir, en particulier, GILLES MOREAU, *Mondes apprentis*, Paris, La Dispute, 2003.

63 - Voir A. SAYAD, « La malédiction... », art. cit., et STÉPHANE BEAUD, « Un ouvrier, fils d'immigrés, "pris" dans la crise. Rupture biographique et configuration familiale », *Genèses*, 24, 1996, pp. 5-32.

sortis précocement de l'école, sans qualification professionnelle, conjuguée aux nouvelles formes de concurrence au travail que font peser sur eux les femmes, explique la protection dans un entre soi d'hommes et surtout le refuge que ces garçons des cités trouvent dans une « masculinité agressive »<sup>64</sup>. La « virilité » est d'autant plus affirmée que cette ressource typique des jeunes de milieux populaires semble avoir partiellement perdu de sa valeur à la fois sur le marché sentimental et matrimonial et sur le marché du travail.

En troisième lieu, ces enfants d'immigrés ont grandi dans des cités qui se sont prolétarisées dans leur recrutement. Les quartiers d'habitat social d'aujourd'hui diffèrent en effet fortement de ceux du début des années 1980. Ils se sont dégradés, accueillent les ménages les plus fragiles économiquement et concentrent en leur sein une population surexposée au chômage, tout particulièrement chez les moins de vingt-quatre ans (en moyenne, 40 % d'entre eux sont sans emploi), comprenant une fraction croissante de familles d'immigration récente<sup>65</sup>. Transformés en quartiers repoussoirs, les plus pauvres d'entre eux, qui sont également les plus mal entretenus et les moins bien desservis par les transports en commun (par exemple à Clichy-sous-Bois), sont perçus comme des « ghettos » non seulement par les habitants des zones voisines, mais aussi par ceux qui y vivent<sup>66</sup>.

Les catégories sociales qui assuraient auparavant l'encadrement social et politique de ces quartiers – car détentrices de ressources scolaires, culturelles, militantes – ont largement disparu du paysage. De fait, c'est tout le tissu associatif qu'elles irriguaient qui s'est défilé : associations de parents d'élèves, de locataires, sections du Parti communiste français, etc. Cet appauvrissement du militantisme dans les cités est un déterminant essentiel de la forme que prend aujourd'hui la protestation collective de la jeunesse populaire habitant ces quartiers : l'émeute, dans la mesure où, sur le terrain, l'offre d'action politique et les occasions de

64 - Voir ERIC DUNNING *et alii*, « La violence des spectateurs lors des matchs de football : vers une explication sociologique », in N. ELIAS et E. DUNNING, *Sport et civilisation, la violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994, pp. 335-392.

65 - Rappelons brièvement les mécanismes de production de cette ségrégation : départ des couches moyennes qui accèdent à la propriété à la faveur des nouvelles politiques de la fin des années 1970 ; impuissance des politiques de la ville d'assurer une plus grande mixité sociale face au refus de nombreux maires de construire des logements sociaux dans leur commune, comme la loi leur en fait obligation ; « spécialisation » de certains quartiers dans le relogement des familles immigrées, en général celles le plus récemment stabilisées en France et comptant de nombreux enfants.

66 - Dans un article de 1992, Loïc Wacquant mettait en garde contre l'usage du terme de « ghetto », qui véhicule des peurs sociales propres à renforcer la stigmatisation des habitants des cités. Il montrait que cette expression, dont l'usage fait référence au Bronx et aux autres ghettos noirs américains, décrit en réalité très mal la situation française : en raison du rôle actif que l'État y joue, les cités ne sont pas complètement livrées à elles-mêmes et leur peuplement est plus hétérogène. Si la mise en garde est salutaire, elle ne saurait minimiser les phénomènes bien réels de ségrégation et de ghettoïsation des cités françaises, qui se sont accrues durant ces quinze dernières années (voir LOÏC WACQUANT, « Pour en finir avec le mythe des "cités-ghettos". Les différences entre la France et les États-Unis », *Annales de la recherche urbaine*, 54, 1992, pp. 21-30).

socialisation à la politique sont devenues extrêmement marginales. Le déclin de la culture ouvrière, observé dans les usines, en raison du chômage et de la désindustrialisation<sup>67</sup>, s'est aggravé dans les lieux de résidence des classes populaires : les solidarités professionnelles et de voisinage sont moins fortes qu'autrefois et le sont d'autant moins que la stigmatisation renforce les divisions internes à ce groupe. On retrouve dans les cités actuelles la même intériorisation du stigmate et la même nécessité de s'en défendre – en le reportant sans cesse sur les autres proches, « les jeunes », les Arabes, les Noirs accusés d'être les agents du désordre et de la mauvaise réputation – que celles observées il y a trente ou quarante ans dans les cités de transit, qui rassemblaient alors les familles démunies et immigrées<sup>68</sup>. Les « militants de cité », dont on a déjà vu le rôle et la désillusion politiques, ont fini par fuir une ambiance dégradée dans les cités, en raison notamment du désœuvrement massif des adolescents déscolarisés et sans emploi. Ils ont eux aussi éprouvé le besoin de fuir leur quartier et, d'une manière ou d'une autre, de prendre de la distance : ne plus y vivre et ne pas y scolariser ses enfants sont aussi désormais des objectifs, même pour les plus militants d'entre eux. Vu l'extrême faiblesse de l'encadrement associatif et militant, les enfants des cités d'aujourd'hui apparaissent donc plus « seuls » qu'au paravant.

Enfin, la « désouvriérisation » a produit des effets importants en termes d'identification sociale des jeunes. Le temps vécu par eux dans des cités frappées par le chômage de masse est marqué par l'absence d'une vie collective rythmée par le travail des parents, les formes de surveillance qu'elle structurait, les images croisées parents/enfants qu'elle engendrait. On en voit aussi les effets dans la transmission d'une mémoire et d'une certaine représentation du monde. Dans le discours des « intellectuels de cité », que rencontre en premier le sociologue-enquêteur, les références à l'univers local, typiques du monde ouvrier habitant en HLM, se sont effacées au profit des images véhiculées par la télévision. La vie ouvrière était scandée par des conflits avec les supérieurs hiérarchiques : les images traumatisantes qui venaient spontanément à l'esprit étaient celles des accidents du travail ou des affrontements avec la police. Lorsque ces vieux militants immigrés évoquaient la mémoire ouvrière, c'était essentiellement les traditions du groupe local qui étaient rappelées. L'expérience ouvrière au travail se retraduisait de mille manières dans leur univers domestique, mais aussi sur leurs lieux de résidence. La désouvriérisation des cités a contribué à interrompre cette transmission de mémoire ouvrière et s'est accompagnée de l'élaboration et de la promotion d'une « mémoire immigrée<sup>69</sup> ». Pour un certain nombre de jeunes de cité, passés par le régime des études longues et donc intellectualisés, il semble prioritaire dans le contexte de cette fin des années 1990 de s'approprier une « mémoire historique » de l'Algérie ou des autres pays colonisés par la France. Que cet effort d'appropriation

67 - Voir notamment les travaux sur l'individuation ouvrière de JEAN-PIERRE TERRAIL, *Destins ouvriers*, Paris, PUF, 1990.

68 - Voir MICHEL PIALOUX, « Jeunes sans avenir et travail intérimaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 26-27, 1979, pp. 19-47.

69 - Voir le film documentaire *Mémoires d'immigrés* (1997), de Yamina Benguigui.

se fasse aussi au détriment de leur propre mémoire familiale et locale, qui comporte une forte tonalité ouvrière, n'est sans doute pas sans conséquences.

### Une difficulté structurelle à se construire au travail

Le destin professionnel des jeunes de cette génération sortis du système scolaire sans bagage, comme c'est le cas pour nombre d'enfants des cités<sup>70</sup>, est d'autant plus sombre que la nature des emplois a changé et que les mécanismes de sélection sur le marché du travail se sont durcis. Une des grandes caractéristiques de la génération de cité est qu'elle a dû, comme les autres fractions de la jeunesse populaire<sup>71</sup>, affronter un marché du travail tendu et un système d'emploi précarisé. Le contraste est ici saisissant avec la jeunesse populaire des Trente glorieuses car, à cette époque, il y avait des places dans de nombreux segments du marché de l'emploi – notamment dans les activités fortement demandeuses de main-d'œuvre non qualifiée : mines, industries métallurgiques et mécaniques (l'accroissement des métiers du tertiaire, très féminisés, a contribué à moins défavoriser les jeunes filles). Le coût social et psychologique de l'échec scolaire était donc, pour les intéressés, bien moins important en ceci que l'on pouvait pallier une mauvaise scolarité en faisant ses preuves au travail. Aujourd'hui, la part des ouvriers non qualifiés s'est considérablement réduite et, surtout, les exigences des employeurs se sont élevées, à la faveur – si l'on peut dire – de l'installation d'un chômage de masse des jeunes. Les bacheliers sont plus souvent recherchés par les entreprises pour leur polyvalence potentielle, leurs capacités supposées d'adaptation liées à leur parcours scolaire, leur profil psycho-social. Dans les métiers du tertiaire d'exécution où la question de la présentation de soi et du savoir-faire relationnel est souvent décisive, les garçons de cité, pas ou peu diplômés, peuvent aussi se retrouver en concurrence avec des filles de même niveau scolaire qu'eux mais au comportement plus adapté aux normes sociales : nécessité de réagir vite et bien aux diverses demandes du client, de garder son calme, de faire preuve de « self control ». En conséquence, les non-diplômés, qui sont souvent aussi les moins « policés », se trouvent structurellement exclus du marché du travail<sup>72</sup>. Si la génération précédente des enfants d'immigrés commençait à être touchée par le chômage

70 - Selon une récente enquête de la DARES, 43 % des garçons de parents maghrébins sortant de l'école en 1998 étaient sans diplôme, contre 27 % pour les jeunes femmes de la même origine (voir FRÉDÉRIC LAINÉ et MAHREZ OKBA, « Jeunes de parents immigrés : de l'école au métier », *Travail et emploi*, 103, 2005, pp. 79-93).

71 - Sur la jeunesse rurale, voir NICOLAS RENAHY, *Les gars du coin*, Paris, La Découverte, 2005.

72 - Ces jeunes, comme le dit Gérard Mauger, sont dès lors « voués au chômage ou aux petits boulots précaires du tertiaire qui, contrairement aux emplois ouvriers de naguère, supposent presque toujours des "qualités relationnelles" opposées à leur manière d'être. Ils en viennent progressivement à rejeter le travail qui les refuse. Hors école, le plus souvent hors travail, mais toujours à la charge de leur famille, ils se retrouvent sans affectation, ou plutôt affectés au groupe des "inaffectés" : la société des bas des tours » (« Entretien avec Gérard Mauger », *La Lettre de la DIV* (Délégation interministérielle à la Ville), 92, 2004, pp. 1-8, ici p. 4).

des jeunes, le phénomène était sans commune mesure avec les cohortes qui lui ont succédé dix ou quinze ans plus tard. Si bien que les enfants d'immigrés peu ou pas diplômés, sans capital relationnel, ont constitué un public « captif » des institutions d'intermédiation sur le marché du travail, missions locales et autres entreprises d'insertion. Les stages sont bénéfiques pour la fraction de cette catégorie de jeunes capables de se servir de cette ressource institutionnelle pour faciliter leur transition vers le travail. Mais, pour les autres, l'impression qu'ils en retiennent est celle d'avoir été « parqués » dans des stages sans avenir, au cours desquels on leur inculque peu ou prou de nouvelles formes de docilité ou de « soumission » au travail. Pour une fraction importante de cette génération, l'entrée dans la vie active n'est pas marquée par le premier jour d'usine ou de travail, mais par la première fois où, tout juste sortis de l'école, ils vont s'inscrire à l'ANPE, obtiennent leur carte de demandeur d'emploi et commencent le long parcours de la quête d'un emploi.

La comparaison avec la génération précédente, dans ce domaine, est instructive, et il faut brièvement y revenir. Un bon nombre d'emplois en usine existaient encore au début des années 1980, et les pères immigrés (comme les « copains » de quartier) parvenaient, dans un certain nombre d'entreprises, à y faire entrer leurs fils ou leurs amis. Assez nombreuses également étaient les niches, au niveau local, dans le milieu de l'animation ou du travail social<sup>73</sup>, notamment lors de la floraison d'associations qui a suivi les marches de 1983 et 1984. Travailler en usine était source d'une expérience professionnelle parfois rude – les rites de passage ont toujours été difficiles pour les « jeunes », peut-être davantage encore quand ils n'étaient manifestement pas des Français de souche – mais qui, peu à peu, se traduisait par une forme d'intégration dans le monde ouvrier décisive quant à la construction de l'image d'eux-mêmes. Pour reprendre les catégories d'Everett Hughes<sup>74</sup>, leur statut principal était celui d'ouvrier et leur statut secondaire celui de l'origine nationale. Par ailleurs, le fait d'occuper un emploi stable assurait une régularité plus grande des revenus qui autorisait une décohabitation parentale, des possibilités d'installation matrimoniale, bref une indépendance symbolique et matérielle gage d'une émancipation sociale et culturelle. Les membres non ou peu diplômés de la génération de cité se retrouvent, quant à eux, durablement privés d'emploi stable et des attributs sociaux qui lui sont associés. Ils sont tout autant privés des occasions de se construire dans les épreuves ordinaires de la vie au travail et, plus largement, dans celles de la vie sociale. L'allongement de la post-adolescence prend une forme particulière quand elle est associée à la pauvreté matérielle et au désœuvrement. D'où l'importance de la vie en cité, qui vient offrir un substitut à l'absence de socialisation professionnelle.

Il importe bien sûr de ne pas présenter les jeunes d'une manière homogène. Signalons néanmoins que tous ne sont pas assignés à la précarité au même degré, ne serait-ce que parce que tous n'ont pas les mêmes parcours scolaires. Mais il semble bien que la détérioration au cours des dix dernières années de l'insertion

73 - Secteurs qui ne s'étaient pas encore totalement professionnalisés et où l'on pouvait entrer sur simple recommandation.

74 - EVERETT HUGHES, *Le regard sociologique*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996.

professionnelle des diplômés, notamment d'origine maghrébine et africaine, contribue objectivement à une homogénéisation du groupe social constitué par les jeunes de cité<sup>75</sup>. Le chômage des diplômés pèse de manière plus forte pour les enfants d'immigrés des cités du fait de la cristallisation de comportements de discrimination à l'embauche. Cette montée d'un chômage des diplômés du supérieur est un processus central pour comprendre la « démotivation scolaire » des jeunes générations et de leurs familles. Les cadets des familles immigrées ont une connaissance concrète du destin professionnel de leurs frères et sœurs aînés. Si ces derniers ont vu leurs efforts scolaires non récompensés, s'ils se sont heurtés à plusieurs reprises au « mur » de la discrimination et s'ils stagnent dans des petits boulots alors qu'ils ont fait des études après le baccalauréat, les cadets de la fratrie en tirent, plus ou moins consciemment, une leçon pour le moins désespérante : pas de place pour eux sur le marché du travail. Les instituteurs et institutrices interviewés sur nos terrains au début des années 2000 insistaient tous sur la précocité de la démotivation scolaire de leurs élèves, y compris de la part de ceux qui appartenaient à des familles dont les enfants avaient pour habitude de bien réussir à l'école. Les cadets étaient, dans leur rapport à l'école, très différents des frères et sœurs qui les avaient précédés quelques années plus tôt dans le même établissement. L'apparition d'un chômage des diplômés dans les cités et surtout la visibilité de ce phénomène dans l'espace d'interconnaissance ont joué un rôle majeur dans le renforcement d'un sentiment de révolte contre un ordre social qui, en dépit des « grands discours » de la République, n'a pas su faire de place aux jeunes de cité.

### Une socialisation résidentielle dans des quartiers ghettoïsés

Quand on parle de ces cités en évoquant des « quartiers immigrés », on tend à occulter le fait que le groupe des familles immigrées y est hétérogène, car il est avant tout le fruit d'une sédimentation de différentes vagues d'immigration. On peut d'abord distinguer les familles nombreuses qui se sont constituées dans la foulée de l'immigration (légale) de travail du père : il s'agit d'une immigration d'origine rurale, régulée par l'État et/ou le patronat, qui comprend majoritairement des Algériens, des Marocains et des Turcs. Ces familles se sont installées durablement en France avant l'arrêt de l'immigration légale en 1974 et dans le cadre des politiques dites du regroupement familial de 1976. Dans les cités, elles font figure d'« anciennes » familles : ce sont en quelque sorte des « familles établies » (au sens de Norbert Elias<sup>76</sup>) qui n'ont pas pu – ou voulu – quitter la cité.

75 - L'enquête la plus récente du CEREQ, dite « Génération 2001 », fait apparaître des difficultés croissantes des niveaux bac + 3, bac + 4, et un maintien de bons résultats des diplômés professionnels du secteur industriel (il en va différemment des diplômés tertiaires). On assisterait à un déclassement structurel des cohortes de jeunes qui se sont lancés dans la voie des études longues.

76 - NORBERT ELIAS, « Note sur le commérage », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 60, 1985, pp. 23-30.

Comme on le sait, le flux d'immigration en France, même s'il a fortement diminué, ne s'est pas tari après 1974. Il a continué d'alimenter la population des cités dans les années 1980-1990, par différents canaux : d'abord, l'immigration clandestine de travail suivie de la régularisation et de l'arrivée des mères et des enfants (surtout des familles marocaines et d'Afrique sub-saharienne) ; ensuite, les diverses possibilités juridiques permettant de rejoindre la famille en France<sup>77</sup> ; enfin l'installation durable d'étudiants étrangers et la fuite de régimes politiques répressifs ou des guerres civiles. En conséquence, la répartition par nationalités des familles immigrées dans les cités s'est alors sensiblement modifiée : depuis vingt ans, les familles algériennes ne sont plus majoritaires dans les quartiers HLM, les familles marocaines, africaines, turques y ont pris une place de plus en plus importante<sup>78</sup>. En outre, les organismes de logement social ont effectué des regroupements par origines nationales (par « ethnies », disent certains d'entre eux), favorisant ainsi des logiques de clans et des rivalités entre bandes constituées sur la base de quartiers (comme on a pu le constater lors de faits divers tragiques intervenus à Évry, Courcouronnes ou Corbeil).

De ce tableau idéal typique des familles immigrées vivant dans les ZUS ressort un point essentiel : les enfants d'immigrés habitant les cités appartiennent à une génération plus hétérogène du point de vue des origines nationales, des trajectoires migratoires et du cycle de vie. Si l'on isole le cas des familles originaires du Maghreb, les plus anciennes dans l'immigration, on voit que les adolescents que l'on rencontre aujourd'hui sont le plus souvent des cadets, en raison de l'ancienneté de l'installation de leurs parents en France<sup>79</sup>. Beaucoup de ces cadets ont grandi avec un père âgé<sup>80</sup>, souvent en situation de (pré)retraite ou en congé pour maladie professionnelle. Usé physiquement et moralement, éprouvé par le destin de ses enfants, il n'a parfois ni la force ni l'envie de lutter pour faire prévaloir son point de vue auprès des plus jeunes. Par ailleurs, le nombre de familles où le père est absent physiquement ou symboliquement n'a cessé d'augmenter à partir des

77 - Le « regroupement familial » s'est surtout opéré dans les années 1970 et il s'est prolongé jusque dans les années 1980.

78 - À ces familles, il faudrait ajouter l'ensemble de celles issues de l'immigration antillaise qui, à la suite de divorces et de veuvages, sont restées bloquées dans les cités. Le nombre de ces familles antillaises mono-parentales a augmenté dans les cités HLM à partir des années 1980.

79 - La question des écarts d'âge entre aînés et benjamins touche moins les enfants des familles turques et africaines, qui se sont installées en France plus tardivement. Mais la fréquentation des pairs (qui sont des cadets) dote les premiers-nés de ces familles d'un habitus de cadet : ils n'ont généralement pas les comportements des aînés de familles algériennes.

80 - L'écart d'âge entre le mari et la femme, conformément au modèle culturel traditionnel, est souvent important, et tout particulièrement dans le cadre des remariages. Un cas de figure assez fréquemment rencontré dans nos enquêtes, plus souvent dans les familles algériennes, est celui du mariage du père, jeune, avec une femme française (ou d'immigration européenne) rencontrée dans les premières années d'émigration, suivi, quelques années plus tard, d'un divorce et d'un remariage à un âge plus avancé (35-40 ans) avec une jeune femme du pays d'origine qui rejoint ensuite en France son époux.

années 1980, en raison du retour dans le pays d'origine mais, plus souvent, de ruptures familiales qui se soldent, pour les mères, par la nécessité de devoir prendre en charge les derniers enfants de la fratrie.

En grandissant dans cet environnement, les garçons de cette génération ne se sont pas construits sociologiquement (et donc psychologiquement) de la même manière que les membres de la génération des beurs : ils sont moins marqués par la figure paternelle, ont moins eu à l'affronter durablement, ce qui les a rendus davantage réceptifs à la socialisation dans le groupe des pairs. En revanche, certains d'entre eux ont de leur père meurtri par l'absence de toute reconnaissance au travail et affecté par le bilan négatif de leur parcours migratoire et familial une image dévalorisée.

La fragilisation multiforme de ces familles contribue à rendre compte du repli des jeunes du quartier sur l'entre soi du groupe des pairs, surtout au moment des années de collège, avant la grande bifurcation scolaire de la classe de troisième qui redistribue les cartes des affiliations amicales. Les enfants d'immigrés forment, dans beaucoup de quartiers, le groupe dominant localement, qui donne le ton de la sociabilité des jeunes, notamment pour ceux qui participent à la « culture de rue »<sup>81</sup>. Il est ainsi fréquent de voir des adolescents issus de familles françaises (souvent précaires et mono-parentales) imiter leurs langage, attitudes corporelles et manières gestuelles pour se faire accepter par eux<sup>82</sup>. Cette socialisation exerce des effets plus durables pour ceux et celles d'entre eux qui n'ont pas les moyens, en grandissant, de s'affranchir de la pression du groupe, que ce soit par la réussite scolaire ou l'accès à une indépendance matérielle. D'où, par exemple, l'extrême « susceptibilité » de ces jeunes, leur difficulté à supporter un regard d'adulte. Le trait structurel de cette génération, c'est de n'évoluer socialement que dans ce seul milieu des cités. La conséquence la plus tangible de cette sorte d'insularité culturelle<sup>83</sup>, ce sont les très grandes difficultés éprouvées par beaucoup pour quitter ce lieu chargé pour eux de toutes les ambivalences : d'un côté, il est vécu comme une assignation résidentielle négative, un endroit « pourri » que l'on arrive à maudire et à détester par l'effet de clôture qu'il provoque et, de l'autre, il apparaît faute de mieux comme le support principal de la sociabilité. Pour ces jeunes peu ou non diplômés, la cité apparaît alternativement comme une nasse dans laquelle ils se vivent comme enfermés (n'arrivant pas à s'en extraire) et comme un puissant aimant qui ramène toujours à lui ceux qui ont eu quelque velléité de mettre le quartier à distance. Si les difficultés éprouvées pour quitter la cité sont assez considérables, c'est donc pour des raisons objectives (beaucoup d'entre eux n'ont

81 - Pour une analyse ethnographique de cette « culture de rue », voir DAVID LÉPOUTRE, *Cœur de banlieue*, Paris, Odile Jacob, 1997. Sur les facteurs qui conduisent à adopter les comportements de la rue et sur les chances de s'en sortir, voir ISABELLE COUTANT, *Délit de jeunesse. La justice face aux quartiers*, Paris, La Découverte, 2005.

82 - Un exemple toujours frappant est la conversion croissante de ces derniers à l'islam au moment de leur adolescence.

83 - THOMAS SAUVADET, « Le sentiment d'insécurité du "dealer de cité" », *Le temps de l'histoire. Sociétés et jeunesse en difficulté*, 1, 2005, <<http://rhei.revues.org/document133.html>>.

pas les possibilités d'acquérir une indépendance matérielle) et subjectives – l'entrée dans un autre milieu géographique et mental est perçue comme à haut risque, du fait de la méconnaissance des codes de comportement qui y ont cours.

Par ailleurs, bon nombre de ces jeunes de cité ont, au cours des années 1990, trouvé dans la religion une manière de répondre au cadre aliénant de la privation économique, de l'enfermement dans la cité et du stigmata. Fatigués de leur galère permanente et cherchant souvent à se racheter auprès de leurs familles, ils pensent trouver refuge et apaisement dans la voie religieuse<sup>84</sup>, choisissent de s'engager dans la vie des associations musulmanes qui se sont implantées dans les ZUS et recrutent leur base dans le vivier, d'une part, des jeunes sans autre affectation sociale que la culture de rue et, d'autre part, dans le groupe des bons lycéens (plutôt de formation scientifique) et des étudiants en difficulté, menacés par le déclassement. Pour ces enfants (et parfois petits-enfants) d'immigrés, il s'agit de se requalifier symboliquement et de défendre l'honneur social de leur groupe d'origine<sup>85</sup>, la religion étant ce par quoi ils font de la politique dans un contexte où les professionnels de la politique leur apparaissent largement disqualifiés et surtout peu ouverts à eux. Ainsi, tout à la fois « ressource du pauvre » et nouveau registre d'affirmation collective, la religion musulmane apparaît-elle sur la scène des cités comme un substitut possible et attractif d'engagement militant.

Cet engagement n'est toutefois pas le seul fait des jeunes hommes. De nombreuses filles issues des familles algériennes, et peut-être plus encore marocaines, ont trouvé dans la religion les moyens d'une émancipation face à un ordre social et national perçu comme méprisant, si ce n'est raciste. Souvent diplômées, en butte elles aussi à diverses formes de discrimination, elles s'engagent dans la religion, ce qui revêt pour elles la signification d'une affirmation politique de leur groupe d'origine<sup>86</sup>. Ces jeunes filles peuvent ainsi revendiquer le port du voile, qui est à leurs yeux le symbole de leur liberté de culte et de leur prise de distance avec un modèle républicain jugé normatif et aliénant. Mais, pour d'autres, il s'agit d'un retour forcé vers la religion, précisément en raison des pressions multiples que les « entrepreneurs d'islam » finissent par exercer dans les cités. Par ailleurs, le port du voile est devenu un emblème protecteur face aux garçons et aux formes d'intimidation sexuelle, l'unique possibilité pour certaines filles de défendre leur réputation dans des univers où la pression du groupe est d'autant plus puissante qu'ont diminué les opportunités de quitter le quartier. Le confinement social dans la cité

84 - SMAÏN LAACHER, « L'islam des nouveaux musulmans en terre d'immigration », *Mouvements*, 38, 2005, pp. 50-59, et FARHAD KHOSROKHAVAR, *L'Islam des jeunes*, Paris, Flammarion, 1997.

85 - Voir NATHALIE KAKPO, *Jeunes issus de l'immigration et Islam. Famille, école, travail et identifications religieuses*, Thèse de Doctorat de sociologie, Université de Paris 8, 2004.

86 - On pourrait faire ici le parallèle avec ce que Louis Wirth appelle le « retour au ghetto » des juifs ashkénazes en ascension sociale qui ont voulu quitter les quartiers juifs du centre de Chicago pour s'établir dans les *suburbs* de la classe moyenne blanche. Subissant de plein fouet le racisme des autres Américains, certains d'entre eux se réfugient dans la religion, se mettant à porter le costume traditionnel des juifs hassidim, en quête d'une dignité sociale (LOUIS WIRTH, *Le ghetto*, Grenoble, Champ Urbain, [1928] 1980).

et l'absence de perspectives d'avenir sont les moteurs les plus puissants de nouvelles formes d'auto-contrôle qui jouent au détriment des femmes et des plus faibles socialement<sup>87</sup>.

Les premières enquêtes statistiques sur les émeutes de novembre 2005<sup>88</sup> montrent qu'elles ont eu lieu dans des ZUS caractérisées, sur le plan socio-démographique, par une surreprésentation de familles nombreuses et/ou mono-parentales et, pour la banlieue parisienne, originaires d'Afrique sub-saharienne. Si les enfants issus des immigrations africaines semblent avoir été nombreux à participer aux émeutes, c'est pour les mêmes raisons structurelles que celles qui avaient conduit leurs prédécesseurs de la « seconde génération » – les enfants d'immigrés algériens – à s'engager dans de semblables actions au début des années 1980 et, tout particulièrement, la nécessité de réagir au stigmate social lié à leurs origines. Si l'on peut, par commodité, considérer ces deux groupes – tous deux des « secondes générations » – comme des homologues structuraux, il faut aussi prendre en compte dans l'analyse la nouveauté produite par le renouvellement des vagues d'immigration en France depuis les années 1980. Or, les gouvernements successifs n'ont pas voulu prendre en considération cette nouvelle catégorie d'immigrés et, surtout, n'ont jamais voulu reconnaître la légitimité de leur existence sur le sol national. Comme leur présence n'était pas en quelque sorte « justifiée » par leur statut de main-d'œuvre importée légalement, comme c'était le cas pour l'ancienne immigration de travail, le soupçon qui pèse sur eux de menacer la République n'a cessé de se renforcer : ils sont ainsi perçus avant tout à travers la figure du « clandestin » ou du « sans-papier ». Les jeunes qui se sont révoltés en novembre 2005 ont incontestablement voulu manifester leur présence publique, obtenir ce que la société leur refuse : le droit légitime d'être Français et de pouvoir eux aussi bénéficier de toutes les prérogatives sociales et économiques qui lui sont attachées.

Ces jeunes ont grandi dans des familles qui ont été fréquemment conduites à abandonner très vite tout espoir de retour au pays en raison du durcissement des contrôles aux frontières, qui limitent les déplacements des populations de part et d'autre de la Méditerranée, et de la dégradation de la situation économique et politique de leur pays d'origine. Bien des familles ne veulent pas, en retournant au pays, prendre le risque de perdre le peu de sécurité acquise en France. De ce fait, ces familles sont éminemment dépendantes du pays d'immigration, plus encore que ne l'étaient les groupes immigrés précédents. Il en résulte une grande différence entre la génération de cité et la génération des beurs : celle-ci, qui avait été socialisée dans ce projet de retour, nourrissait à l'égard de la société française des sentiments très ambivalents, entre rejet et identification, alors que celle-là

87 - Ce recul est clairement dénoncé par les militantes de Ni putes ni soumises, association créée en novembre 2002 après le meurtre de Sohane, brûlée vive, emblématique des évolutions sociales entre les deux générations d'enfants des cités et du clivage qui a pris des formes nouvelles, au sein des cités et des familles, entre filles et garçons.

88 - H. LAGRANGE et M. OBERTI, *Émeutes urbaines...*, *op. cit.*

entretient un rapport à la société française qui ne se pose plus du tout dans les mêmes termes : c'est la seule qu'ils aient devant eux. Or les jeunes de la génération de cité ont aujourd'hui le sentiment qu'elle adresse en permanence une fin de non-recevoir à leur demande d'intégration sociale. La jeunesse des émeutiers (la plupart d'entre eux avait entre 15 et 20 ans) indique bien l'immense désespoir de cette génération qui se sent d'emblée interdite d'avenir. La révolte de ces Français, qu'expriment ces émeutes, souligne à quel point la question de la reconnaissance des populations issues de l'émigration des anciennes colonies, posée en 1983 par la Marche pour l'égalité et contre le racisme, a peu progressé dans le débat public. Les partis de la gauche gouvernementale ont très peu relayé les aspirations de la génération des beurs et n'ont guère accordé de place en leur sein aux plus militants, contribuant de ce fait au vide politique existant aujourd'hui dans les quartiers. Une fraction de cette génération, qui s'est radicalisée, affiche désormais son intransigeance face à une République qui, à ses yeux, les traite comme des « Français sous condition<sup>89</sup> ».

Le récent appel des « indigènes de la République »<sup>90</sup> vise à dénoncer la racialisation des mentalités héritée de la colonisation, qui voue les enfants de l'immigration maghrébine et de l'Afrique sub-saharienne à n'exister que négativement. Si cet appel tend à donner des Français issus de l'immigration post-coloniale l'image quasi exclusive de « dominés » et à rigidifier les « origines » comme principe majeur d'identification des individus (au détriment d'autres principes comme l'appartenance de classe), il oblige néanmoins à ne plus se voiler la face sur l'ensemble des processus qui, depuis deux décennies au moins, stigmatisent et infériorisent ces jeunes d'origine immigrée, contribuant grandement à ce que, en retour, ils ne se construisent plus socialement qu'en tant qu'Arabes ou Noirs.

*Stéphane Beaud*  
*Université de Nantes*

*Olivier Masclat*  
*Université de Paris-V – Sorbonne*



89 - L'expression est de Nacira Guénif-Souilamas, qui représente aujourd'hui l'une des figures intellectuelles critique d'un modèle républicain non pas aveugle aux différences, mais au contraire ne cessant de les produire et de stigmatiser les immigrés et leurs enfants originaires des anciennes colonies (NACIRA GUÉNIF-SOUILAMAS (dir.), *La République mise à nu par son immigration*, Paris, La Fabrique Éditions, 2006).

90 - Cet appel a été lancé en janvier 2005 par un collectif de militants associatifs, de travailleurs sociaux et d'intellectuels critiques, souvent issus de l'immigration maghrébine, mais pas exclusivement.